



La situation des femmes en prison

Commentaires et réactions

Publié en janvier 2026

Table des matières

1.	Prise de position de l'Administration pénitentiaire	1
2.	Prise de position du ministère de la Justice	21
3.	Prise de position du ministère des Affaires intérieures	24
4.	Prise de position du ministère de la Santé	31
5.	Prise de position du CHL	32

1. Prise de position de l'Administration pénitentiaire

Recommandation n° 1

Intégrer des agents masculins dans l'équipe du bloc F, dans une démarche d'ouverture vers davantage de mixité au CPL.

Il est envisageable d'intégrer un maximum de 2 agents pénitentiaires masculins dans l'équipe des agents de la section F. Cependant, à l'heure actuelle, aucun agent pénitentiaire masculin ne s'est manifesté pour pouvoir travailler au sein de l'équipe de la section F.

La recommandation 1 est acceptée, sous réserve que des agents masculins manifestent leur intérêt pour un poste à la section F.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL se réjouit de l'acceptation de la recommandation. Il insiste sur la nécessité de sensibiliser les agents pénitentiaires masculins à la possibilité de travailler au sein du bloc F, afin qu'ils puissent manifester leur intérêt.

Recommandation n° 2

Renforcer l'offre et faciliter l'accès des agents pénitentiaires aux formations continues.

Quid de formations spécifiques à l'étranger ? L'IFP s'informerait sur l'existence de telles formations auprès des pays voisins qui ont des prisons dédiées aux femmes détenues.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL encourage cette démarche.

Une nouvelle formation axée sur la gestion du stress et la communication sera proposée à tous les agents titulaires d'un PRP l'année prochaine par le SBET. Une formation en self-defense est également proposée à tous les agents.

La DAP prévoit de renforcer les moyens mis à disposition de l'IFP, notamment en matière d'infrastructure bâtie et de moyens budgétaires. Une augmentation des formations par les moyens propres à l'AP est également prévue. Au vu de la situation financière globale, un renforcement en ETP s'avère par contre extrêmement délicat.

La recommandation 2 est acceptée sous réserve de la mise à disposition des moyens requis (date de la mise en œuvre après concertation avec l'IFP).

Commentaire du CELPL :

Le CELPL soutient la proposition de formations en gestion du stress, communication et self-defense. Il souligne l'importance que ces formations puissent effectivement être suivies par les agents. Il recommande aux autorités compétentes de mettre les moyens nécessaires à disposition de la DAP.

Recommandation n° 3, 4 et 5

Rénover en priorité le bloc F en cas de validation de la restructuration du CPL, en y intégrant des cellules individuelles.

Le projet de restructuration du CPL prévoit une nouvelle section de détention dédiée aux femmes, construite conformément aux standards et normes carcéraux modernes. Toutes les infrastructures nécessaires pour garantir aux femmes les mêmes droits à la vie privée y sont prévues.

Les recommandations 3, 4 et 5 sont acceptées et seront mises en œuvre avec la restructuration du CPL

Commentaire du CELPL :

Le CELPL salue le fait que, lors de la reconstruction, tout sera mis en œuvre pour garantir aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes. Il regrette toutefois que ce délai soit encore long et que, d'ici là, les femmes continueront d'être défavorisées par rapport aux hommes, notamment en matière d'accès à une cellule individuelle.

Recommandation n° 6, 7 et 8

Profiter de toute future réparation ou intervention sur la cuisine pour installer une seconde plaque de cuisson et, si possible, un deuxième four, afin de mieux répondre à la forte demande d'utilisation chez les femmes.

Installer des cloisons dans les douches, tant pour les femmes que pour les hommes détenus, afin de renforcer l'intimité.

Réfléchir à une nouvelle affectation du bureau d'infirmier au bloc F.

La direction du CPL ne s'oppose pas à l'installation d'une deuxième plaque de cuisson et d'un deuxième four. La recommandation 6 est acceptée et sera implémentée dans les plus brefs délais

La direction du CPL ne s'oppose pas à la mise en place de cloisons dans les douches. Une étude de faisabilité est en cours. La recommandation 7 est acceptée et sera implémentée dans les plus brefs délais

Il s'agit du bureau du soignant chef d'unité du CHL. Le bureau sera déplacé vers la section D du CPL. La recommandation 8 est acceptée et sera implémentée au courant du mois de novembre 2025

Commentaire du CELPL :

Le CELPL félicite la direction du CPL pour la réactivité dont elle fait preuve à l'égard des recommandations 6, 7 et 8. Il souhaite être tenu informé de l'avancement des projets annoncés.

Recommandation n° 9

Instaurer des activités mixtes, ciblées et à faible risque, afin de favoriser les interactions sociales et la réinsertion.

Neuf activités mixtes sont actuellement organisées ou ont été organisées au courant de l'année 2025. La recommandation 9 est implémentée

Commentaire du CELPL :

Lors de ses visites sur le terrain, le CELP n'a pas été informé d'activités mixtes. Il apprécie cette initiative et serait ravi d'apprendre plus sur la nature et le déroulement de ces activités.

Recommandation n° 10, 11 et 12

Rendre la salle de sport plus agréable et fonctionnelle.

Communiquer au préalable le programme hebdomadaire des activités sportives et de rendre les supports d'affichage plus attractifs.

Envisager diverses pistes d'amélioration afin d'augmenter la motivation des détenus pour le sport.

Un devis a été demandé pour des vélos fitness plus adaptés aux besoins des femmes.

Avec les nouvelles télévisions de la Post, il sera possible d'afficher des informations sur les télévisions. Le programme des activités sportives sera diffusé par ce moyen.

Les recommandation 10, 11 et 12 sont acceptées et seront implémentées dans les plus brefs délais

Commentaire du CELPL :

Le CELPL prend acte de la demande de devis et remercie le CPL pour sa démarche. Il souhaite être tenu informé des suites finales réservées à sa recommandation.

Le CELPL considère qu'il s'agit d'une manière pertinente de mettre en œuvre cette recommandation et remercie le CPL pour son initiative.

Recommandation n° 13

Installer un dispositif d'alarme dans la salle de sport.

Ni la direction du CPL, ni l'équipe des agents pénitentiaires de la section F n'ont connaissance d'un tel incident. Cependant, un bouton poussoir est installé dans la salle de sport, permettant aux femmes d'appeler à l'aide dans le cas d'urgence.

La recommandation 13 est implémentée

Commentaire du CELPL :

Le CELPL n'est pas en mesure de se prononcer sur la véracité des faits qui lui sont rapportés lors de ses entretiens. Il souligne néanmoins que, même si l'incident ne s'est pas produit tel que décrit, une telle situation pourrait tout à fait survenir. Le CELPL remercie dès lors la direction du CPL pour sa compréhension et la mise en place d'un bouton d'alarme pour renforcer la sécurité des personnes détenues pendant leurs entraînements sportifs.

Recommandation n° 14

Clarifier les modalités d'accès à la salle de sport.

Le Règlement interne du CPG précise que les femmes détenues peuvent accéder à la salle de fitness deux fois par semaine, ces créneaux étant exclusivement réservés à leur usage. La salle de fitness peut aussi être utilisée simultanément par les détenus féminins et masculins pendant les horaires habituels, à condition qu'un moniteur de sport soit présent.

Ces informations, déjà mentionnées dans le Règlement interne, seront présentées de manière plus structurée.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL salue cette initiative de clarification, ayant constaté que les règles étaient mal comprises par la majorité des personnes concernées.

Recommandation n° 15

Examiner la mise en place d'un budget plus flexible, avec une planification annuelle ou bisannuelle, et investir dans un système de climatisation de la salle de sport.

Tout investissement dans l'infrastructure bâtie, tels que la mise en place d'une climatisation dans certaines zones du CPL est, en outre des considérations budgétaires actuellement assez restrictives, tributaire de l'avancement du projet de restructuration/réhabilitation du CPL, eu égard à la situation financière tendue, il est exclu d'investir des deniers publics en quantité importante dans des projets qui seront démolis à nouveau à moyen terme.

Tout comme au CPL, l'investissement dans les infrastructures sportives du CPG dépend, de manière générale, du budget alloué auprès de l'Administration des bâtiments publics. Dans ce contexte, un espace fitness en plein air fut réalisé en 2025.

En ce qui concerne le CPG, le SPSE dispose en plus d'un budget annuel pour l'acquisition et la maintenance des équipements sportifs ainsi que d'un plan pluriannuel pour le remplacement ou l'acquisition des plus grandes installations.

Le service technique du CPG procédera à l'évaluation de la faisabilité d'un système d'aération plus performant dans la salle de fitness. À ce jour, des ventilateurs de plafond ont été ajoutés en substitution d'une climatisation.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL comprend les contraintes budgétaires actuelles et la nécessité de limiter les investissements dans des infrastructures qui seront démolies dans le cadre du projet de restructuration.

Par ailleurs, le CELPL rappelle sa recommandation d'examiner la possibilité d'introduire un système budgétaire plus flexible, reposant sur une planification annuelle ou bisannuelle pour le remplacement ou l'acquisition de tous types d'installations, afin de permettre une meilleure adaptation des prévisions budgétaires aux besoins réels et évolutifs du terrain sur un horizon plus court.

Le CELPL encourage la poursuite de l'évaluation de solutions d'aération pour la salle de fitness au CPG.

Recommandation n°16 et 17

Proposer aux détenues des formations favorisant leur insertion professionnelle.

Diversifier les activités au bloc F et analyser les possibilités de travail en ateliers mixtes.

La recommandation 16 est à discuter et à élaborer avec le MEN.

Il n'est pas exclu qu'une femme peut travailler dans un atelier pour hommes. Ceci a d'ailleurs déjà été fait dans le passé. Cependant, comme indiqué dans le rapport, la femme doit être sélectionnée selon un profil particulier, à qui la mixité ne risque pas de poser un problème. Actuellement, il n'y a pas de demande dans ce sens. La recommandation 17 est acceptée et implémentée

Commentaire du CELPL :

Le CELPL note avec intérêt que la recommandation 16 sera discutée avec le MEN et apprécierait d'être tenu informé des suites qui lui seront données.

Le CELPL se réjouit également de l'acceptation et de la mise en œuvre de la recommandation 17. Il souligne toutefois que si, à ce jour, aucune demande n'a été formulée, cela pourrait s'expliquer par le fait que les détenues estiment ne pas avoir la possibilité de travailler dans un atelier en dehors du bloc F, ou que leurs demandes ne parviennent pas jusqu'au niveau de la direction.

Recommandation n° 18

Éviter la fermeture de l'atelier au bloc F par des ajustements organisationnels, clarifier les raisons des fermetures malgré les 2,25 ETP, et envisager l'agrandissement du bureau en cas de renfort du personnel.

Ni l'AP, ni le CPL n'ont connaissance d'une situation où deux détenus masculins aient travaillé au bloc F pendant la pandémie COVID-19. Il est par contre vrai qu'une femme a travaillé dans un atelier en principe réservé aux détenus masculins.

Il arrive que l'atelier de la section F soit fermé l'après-midi. Cette fermeture est liée au fait que seulement une des trois responsables travaille à temps plein. Les deux autres ont des tâches de 75% respectivement de 50%. Lorsque la responsable qui travaille à temps plein est malade ou en formation, l'atelier est fermé l'après-midi. Lorsque les absences de cette responsable sont connues d'avance (p.ex. les congés planifiés), il est remédié à cette situation et les deux autres responsables adaptent leur horaire de travail. A savoir qu'au courant du mois d'octobre 2025, l'atelier était fermé que deux après-midis.

La recommandation 18 est acceptée.

Des travaux sont planifiés pour agrandir et modifier l'atelier F. Ils débuteront avant la fin de l'année.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL a obtenu cette information lors d'un de ses entretiens. Il a du mal à comprendre comment une telle situation a pu se produire sans que la direction du CPL, voire la DAP, n'en ait connaissance et regrette, le cas échéant, si des informations erronées lui ont été transmises.

Le CELPL accueille favorablement l'implémentation très prochaine de la recommandation. Il rappelle néanmoins qu'il conviendra de veiller à ce que les femmes ne soient pas privées d'activité professionnelle durant les travaux réalisés dans l'atelier.

Recommandation n° 20

Intégrer l'information sur la possibilité de demander une VHS dans le guide du détenu et présenter brièvement les différents types de salles de visite disponibles.

Le guide du détenu sera modifié et les informations seront affichées à la section. Une affiche avec des photos des chambres a été publiée dans les parloirs.

La recommandation 20 est acceptée et implémentée

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie l'AP de prendre sa recommandation en considération et de veiller à ce que les détenus soient informés sur la possibilité de demander des VHS.

Recommandation n° 21

Supprimer le critère de distance minimale entre le domicile des visiteurs et la prison pour l'accès à la visiophonie.

La note de service prévoit effectivement une distance minimale de 250 km comme critère pour pouvoir accéder à une visite virtuelle par TEAMS. Cependant, en pratique et tant que la disponibilité des parloirs le permet, toutes les demandes TEAMS sont accordées, indépendamment de la distance.

La recommandation 21 n'est pas suivie et la note de service ne sera pas adaptée du fait que le critère d'éloignement minimal de 250 km n'est normalement pas pris en compte tant que des parloirs sont disponibles.

Commentaire du CELPL :

Si cette pratique est déjà appliquée, le CELPL ne comprend pas pourquoi la note de service ne soit pas mise à jour. À défaut de supprimer le critère de distance minimale, il conviendrait de préciser que les demandes remplissant ce critère sont prioritaires, mais que toutes les autres demandes sont également acceptées lorsque des parloirs sont disponibles. Cela permettrait d'officialiser une pratique (déjà) en vigueur.

Recommandation n° 23

Étendre la possibilité d'affecter au même groupe de sorties temporaires hebdomadaires les couples en relation stable, au-delà des seuls couples mariés.

L'AP et la direction du CPG tiennent à préciser que le retrait des sorties temporaires hebdomadaires d'un détenu ne relève pas d'une sanction disciplinaire, mais s'inscrit dans le cadre de l'article 23.4 de la loi portant réforme de l'administration pénitentiaire du 20 juillet 2018. Le directeur du CPG peut décider d'interdire ces sorties par une décision administrative, « dans l'intérêt du bon ordre et de la sécurité du centre pénitentiaire et de tiers, ou si l'insertion du condamné risque d'en être compromise ».

Tout détenu est placé dans un groupe de sortie temporaire hebdomadaire au début de son admission au CPG. Des amendements aux jours de sortie temporaire hebdomadaire sont apportés dès que la formation d'un couple stable est constatée, attestée par un PACS ou un mariage, avec ou sans enfants.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie l'AP pour ces précisions et remplacera le terme « sanction disciplinaire » par « décision administrative » au paragraphe 31.

Le CELPL estime que le critère de relation stable ne devrait pas être limité aux seules situations de PACS ou de mariage. En effet, un couple peut vivre ensemble depuis dix ans, voire avoir des enfants, sans être lié juridiquement. Le CELPL maintient dès lors sa recommandation d'étendre la possibilité d'affecter au même groupe de sorties temporaires hebdomadaires les couples en relation stable, dûment établie, au-delà des seuls couples liés par un PACS ou mariage.

Recommandation n° 29

Adapter la convention entre le ministère de la Justice et le CHL pour refléter la pratique réelle en abandonnant le principe des examens d'aptitude avant placement en isolement, afin d'éviter toute confusion des rôles médicaux.

Ce principe est prévu par la LAP à l'article 30(2), de sorte que l'AP ne peut suivre cette recommandation avant un changement de la base légale dans le sens poursuivi. Les dispositions de l'article en cause peuvent toutefois être mises à jour lors d'un prochain amendement de la LAP.

Commentaire du CELPL :

L'article 30(2) de la LAP prévoit que chaque détenu placé dans une des cellules visées au paragraphe 1er doit y être vu sans délai soit par un médecin, soit par un infirmier qui fait rapport au médecin qui doit voir le détenu dans les vingt-quatre heures de son placement.

Le CELPL apprécie cette manière de procéder. Sa recommandation vise les examens d'aptitude à ces mesures réalisées avant le placement dans une des cellules visées.

Les examens avant la mise en œuvre de ces mesures doivent être abandonnés pour les raisons développées. Cela concerne uniquement une disposition de la Convention conclue entre le Ministère de la Justice et le CHL. Aucune modification de la LAP n'est donc nécessaire à la mise en œuvre de cette recommandation.

Recommandation n° 30

Respecter le choix du médecin en ce qui concerne l'administration des médicaments.

La direction du CPG tient à souligner qu'elle partage pleinement la préoccupation du CELPL quant au respect strict des prescriptions médicales. Elle n'a dès lors pas vocation à modifier l'intention du médecin, y compris pour les médicaments prescrits « au besoin ». Parallèlement, la prévention de toute accumulation de médicaments en cellule constitue une exigence de sécurité essentielle.

L'administration des médicaments au CPG se déroule comme suit :

1. Médication régulière

Administrée jusqu'à trois fois par jour, pendant les heures d'ouverture, sous contrôle de prise assuré par le personnel infirmier.

2. Médication « au besoin »

Administrée à la demande du détenu, également sous contrôle et durant les heures d'ouverture.

En dehors de ces heures, les médicaments sont remis le soir au détenu pour une prise ultérieure en cellule, ou préparés dans une enveloppe nominative et déposés au PGC pour une prise contrôlée à l'heure prescrite.

3. Médication autorisée sans contrôle

Lorsque la prescription le prévoit, certains médicaments (p. ex. sédatifs nocturnes) sont remis en soirée, en emballage original, pour une prise autonome en cellule.

Pour les prises autorisées sans contrôle en journée, mais en dehors des heures d'ouverture, les médicaments sont préparés dans une enveloppe nominative remise via les services de surveillance.

4. Détenus travaillant en régime de semi-liberté

Les médicaments nécessaires pour la durée du travail sont préparés dans une enveloppe nominative et remis le matin au détenu par le PGC, pour une prise autonome à l'extérieur.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie la direction du CPG d'avoir communiqué leur position et d'avoir rappelé les dispositions relatives à l'administration des médicaments.

Recommandation n° 31

Ne pas stocker le dossier médical des détenus dans les boîtes mails.

Les informations essentielles – notamment les analyses sanguines, les tests de dépistage de la tuberculose, les rendez-vous médicaux en cours ainsi que la liste des traitements prescrits – sont transmises par le service somatique du CPL à l'infirmerie du CPG par courrier électronique sécurisé, l'échange s'effectuant intégralement au sein du domaine officiel (ap.etat.lu). Pour l'instant, ces informations sont ensuite imprimées et insérées dans le dossier médical en papier. Dans le cadre d'un transfert du CPG au CPL, la liste des médicaments est immédiatement transférée à l'infirmerie du CPL par courriel.

Un logiciel intelligent spécifique modulaire sera prochainement déployé par l'infirmerie du CPG pour permettre la numérisation des documents relatifs aux soins et à la prise en charge, faciliter leur intégration dans le dossier patient et garantir leur archivage sécurisé.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL se félicite d'apprendre que des efforts sont entrepris en vue de la numérisation des documents relatifs aux soins, de leur intégration dans le dossier patient et de leur archivage sécurisé.

Recommandation n° 32

Ne partager que les informations strictement nécessaires à l'exécution des différentes tâches afin de garantir au mieux la protection des données et le secret médical.

Conformément à l'article 26.4 de la loi portant réforme de l'administration pénitentiaire du 20 juillet 2018, les prestations de soins de santé doivent être documentées par le médecin traitant dans un dossier médical. Sans préjudice du secret professionnel prévu à l'article 458 du Code pénal ou de toute autre obligation de confidentialité, le médecin traitant et les autres professionnels soumis à un secret ou à une obligation de confidentialité peuvent communiquer à l'administration pénitentiaire les informations indispensables lorsqu'elles sont dans l'intérêt du détenu concerné, des autres détenus, du personnel ou de la sécurité et de la salubrité du centre pénitentiaire, notamment en matière de lutte contre les maladies contagieuses. Les échanges entre la direction du CPG et des responsables médicaux sur place se limitent strictement à ce cadre.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL soutient cette démarche et recommande, dans la mesure du possible, que les professionnels de santé communiquent en toute transparence avec le détenu concerné lorsqu'ils estiment nécessaire d'informer la direction de certaines informations.

Recommandation n° 33 et 34

Favoriser une prise en charge mixte à l'unité P2, ou à défaut, mettre en place une unité équivalente pour les femmes d'une capacité de cinq places.

Deux nouvelles salles multifonctionnelles ont été aménagées à la section D. Le SPMP peut utiliser ces salles pour leurs activités psychiatriques. De plus, les femmes se rendent régulièrement à la section P2 pour participer à des activités, comme la cynothérapie par exemple.

La femme détenue au P2 participe à des activités organisées par le SPMP 1 à 2 fois par mois. L'organisation d'activités pour cette dame relève uniquement de la compétence du SPMP. L'AP et la direction du CPL ne s'opposent pas à ce que la dame participe aux activités thérapeutiques du P2.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL se réjouit que deux nouvelles salles aient été aménagées et se rendra prochainement sur place pour les visiter avec grand intérêt.

Le CELPL remercie l'AP et la direction du CPL pour leur prise de position à ce sujet et espère que la communication avec le SPMP soit renforcée afin d'éviter que des détenu(e)s se voient refuser certains droits ou activités sans contre-indication réelle de l'une ou l'autre partie, et afin de garantir une coordination efficace.

Recommandation n° 38

Instaurer des groupes thérapeutiques mixtes.

La possibilité d'organiser des groupes thérapeutiques mixtes est donnée. La recommandation 38 est implémentée

Commentaire du CELPL :

Le CELPL se réjouit de cette avancée qu'il considère comme très importante et restera attentif à sa mise en œuvre effective.

Recommandation n° 43 et 44

Prévoir des modalités de prise en charge et des dispositifs de garde pour les enfants en bas âge.

- CPL

Des mesures tendant à assurer la garde des enfants pendant que leurs mères assistent à des activités communes ou à une occupation de travail sont déjà mises en place à l'heure actuelle.

Les recommandations 43 et 44 sont implémentées

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie l'AP pour cette information complémentaire et l'intégrera dans son rapport. Il souligne toutefois que la recommandation visait également la période de la grossesse pendant laquelle les femmes enceintes sont séparées des autres détenues.

Tant l'AP que le CPL sollicitent de plus amples renseignements de la part de Madame l'Ombudsman sur la nature des embarras décrits avant de pouvoir prendre position.

Commentaire du CELPL :

Les embarras auxquels le CELPL a fait référence concernent des situations dans lesquelles le personnel éprouve des doutes quant à l'étendue de ses moyens d'action à l'égard d'un enfant en détention, notamment sur ce qu'il est autorisé à faire ou non.

- CPG

L'un des pavillons pour détenus féminins est équipé pour accueillir une mère avec son enfant dès leur arrivée. Actuellement, le CPG dispose de matériel pour un seul bébé. Dès que le CPG est informé qu'un enfant sera accueilli, l'installation est réalisée en quelques heures pendant un jour ouvrable.

En revanche, la direction du CPG souligne que le séjour de bébés ou d'enfants en bas âge lors de l'incarcération de leur mère doit être limité au strict minimum. En effet, l'environnement carcéral n'est pas adapté à un enfant, tant en raison de la mixité des personnes détenues que des besoins liés à son développement.

Le CPG est en mesure de réagir en temps utile et ce sans la mise en place de règles spécifiques.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL reste convaincu de l'importance d'établir des lignes directrices internes pour le séjour des enfants en bas âge au CPG. Un cadre défini permet non seulement de garantir la protection et le bien-être de l'enfant dans un environnement carcéral qui lui est peu adapté, mais aussi de sécuriser le personnel en clarifiant les responsabilités, les procédures et les limites d'intervention. Ainsi, ces règles contribuent à prévenir les situations ambiguës ou conflictuelles et à assurer une gestion cohérente et transparente du séjour des enfants en prison.

Recommandation n° 45

Mettre à disposition des articles d'hygiène féminine et veiller à la communication de cette information auprès des femmes détenues.

Le règlement interne du CPG informe les personnes détenues que des articles d'hygiène sont disponibles pour leurs besoins. Bien que cette possibilité ait été peu utilisée jusqu'à présent par les détenus féminins, elle sera rappelée de manière plus explicite dans la prochaine version révisée du règlement interne.

Les détenues travaillant en semi-liberté peuvent formuler leurs besoins en fournitures en complétant la liste prévue à cet effet, incluant les articles d'hygiène, et en la déposant dans la boîte à lettre spécifique. Cette recommandation sera suivie.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL prend acte que la recommandation sera suivie et se félicite que sa mission ait permis d'attirer l'attention sur la présence d'un stock d'articles d'hygiène féminine, jusque-là méconnu des détenues et du personnel responsable.

Recommandation n° 46

Renforcer le soutien du SPSE pour aider les mères à établir ou maintenir les liens avec leurs enfants à l'extérieur.

L'AP renvoie aux commentaires apportés au point (29) et à la recommandation 21, la situation est strictement identique.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL se réjouit des pratiques déjà en vigueur, mais maintient sa position selon laquelle la possibilité de recourir à la visiophonie dans ce type de situation devrait être précisée dans les

directives officielles et être davantage promue auprès des détenus, selon les modalités formulées dans son commentaire apporté au point (29).

Recommandation n° 50

Garantir aux détenus la possibilité d'acheter de l'eau en quantité suffisante directement sur le site et clarifier les instructions de service internes relatives à l'introduction de packs d'eau.

Des contrôles réguliers sont effectués sur l'eau potable du CPG afin de garantir sa conformité. Elle est certifiée de bonne qualité et sa minéralisation contribue également à la santé. L'eau courante est potable sur l'ensemble du site, y compris dans les chambres des détenus.

Les détenus peuvent remplir des bouteilles ou des bidons avec de l'eau potable afin de s'hydrater tout au long de la journée. L'épicerie roulante, présente deux fois par semaine, propose également de l'eau minérale, plate ou gazeuse.

En cas de canicule prolongée (plusieurs jours consécutifs), la direction autorise l'achat à l'extérieur et l'introduction au CPG de packs de six bouteilles d'eau minérale (plate ou gazeuse), qui doivent rester dans leur emballage d'origine.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie la direction du CPG pour la clarification des instructions internes relatives à l'introduction de packs d'eau et souligne l'importance qu'elles soient connues et appliquées de manière uniforme par l'ensemble du personnel.

Recommandation n° 51

Tenir à jour les informations contenues dans le règlement interne.

L'octroi des congés pénaux extraordinaires du CPG, tels que ceux qui peuvent être accordés pour les fêtes de Noël, du Nouvel An, de Pâques et de la Fête nationale, ne relève pas de la compétence du centre pénitentiaire, mais du service de l'exécution des peines du Parquet général. Une fiche d'information établie par ce service est communiquée aux détenus par affichage dans les sections de détention du centre pénitentiaire, notamment sur les délais de soumission des demandes et sur le fait que les congés pénaux extraordinaires peuvent être refusés voire révoqués aux détenus dans le cas de sanctions disciplinaires écopées après certaines dates-butoir.

Concernant les horaires d'accès au sport, et plus particulièrement à la salle de fitness, le Règlement interne du CPG indique que ceux-ci sont affichés sur la porte de la salle. Les détenus peuvent exprimer leur souhait de participer à des séances de sport lors de sorties temporaires accompagnées en s'inscrivant sur les affiches prévues à cet effet. Un calendrier hebdomadaire, affiché dans les espaces dédiés, présente l'ensemble des activités sportives et de loisirs programmés pour la semaine suivante.

La prochaine version du Règlement interne du CPG, dont la publication est prévue en janvier 2026, précisera aux détenus la possibilité de constituer une délégation ainsi que les modalités pour sa mise en place.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie la direction du CPG pour ces précisions.

Il prend note des dispositions relatives à l'accès au sport et à la salle de fitness, ainsi que de l'organisation des inscriptions et de la publication du calendrier hebdomadaire.

Il salue la publication d'une version actualisée du règlement interne du CPG en janvier 2026 et insiste sur l'importance d'y rendre clairement compréhensible la possibilité pour les femmes de participer à des séances de sport mixtes lorsqu'un moniteur sportif est présent.

Recommandation n° 52

Réviser l'archivage systématique des dossiers des détenus dans les archives nationales.

Si l'anonymisation ou la pseudonymisation des informations sur les détenus sont proposées comme étant des solutions pour protéger leur vie privée, ces approches soulèvent néanmoins d'autres interrogations. En effet, ces moyens présentent, à court, moyen et long terme des conséquences négatives, tant pour l'Administration pénitentiaire que pour la personne concernée et ses ayants-droits, et plus largement pour la société et le grand public.

Pour l'Administration pénitentiaire, l'anonymisation des dossiers représente un risque notamment dans le cadre du suivi et de l'accompagnement des détenus, essentiel à leur réinsertion sociale. En effet, les dossiers des détenus contiennent des informations relatives aux mesures de réinsertion mises en place, les progrès réalisés par le détenu, ainsi que les échecs éventuels de ces mesures. En anonymisant ces dossiers, l'Administration pénitentiaire se verrait dans l'incapacité de garantir de nouveau un suivi personnalisé dans la mesure où il lui serait impossible de retracer les décisions prises au cours d'une précédente détention. L'anonymisation empêcherait donc d'identifier les actions de réinsertion déjà entreprises et les raisons pour lesquelles elles ont échoué, ce qui pourrait contribuer à aggraver les risques de récidive plutôt que d'y remédier.

Par ailleurs, les dossiers des détenus contiennent également des informations sur leurs besoins spécifiques, qui peuvent être liés, par exemple, à leur orientation sexuelle, à leur identité de genre, ou à des conditions de santé, à l'image d'un handicap. De la même manière que décrit précédemment, l'anonymisation des dossiers entraînerait une incapacité à retracer les mesures spécifiques qui ont été précédemment mises en place pour répondre à ces besoins. L'administration ne pourrait alors plus assurer un suivi et un accompagnement personnalisé et approprié. Ces informations sont nécessaires afin de garantir le bien-être en détention des groupes vulnérables, et de protéger les détenus de toute stigmatisation ou discrimination.

L'anonymisation des dossiers rend également impossible la coopération européenne voire internationale entre les autorités judiciaires et pénitentiaires. En effet, les informations contenues dans ces dossiers sont souvent cruciales pour savoir si un détenu a déjà été incarcéré dans un autre pays et pour obtenir des détails sur les crimes commis, y compris en cas de récidive. L'accès à ces informations est essentiel notamment pour assurer une gestion sécurisée des détenus au niveau transfrontalier et pour prévenir les risques de récidive à l'international.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie, en premier lieu, la DAP pour les informations détaillées fournies concernant l'archivage des dossiers des personnes détenues ainsi que pour la prise de position approfondie transmise à ce sujet. Afin de préserver la structure du document communiqué, le commentaire du CELPL sera présenté en plusieurs sections.

Le CELPL ne remet pas en cause la pertinence des arguments avancés pour la durée d'utilité administrative fixée à 15 ans. Cette période, déjà substantielle, permet d'assurer la continuité du suivi, la cohérence des décisions, la protection des personnes vulnérables ainsi que la coopération internationale, des éléments qui conservent une utilité opérationnelle au cours de ce laps de temps. Toutefois, au-delà de cette échéance, le CELPL estime que la conservation de données identifiantes ne se justifie plus ni au regard de la finalité initiale, ni au regard des principes de proportionnalité et de minimisation des données.

Les pratiques professionnelles, les dispositifs de réinsertion et les cadres juridiques évoluant continuellement, les arguments présentés ne peuvent légitimer qu'une conservation strictement limitée dans le temps. Ils ne sauraient, en revanche, justifier la conservation intégrale et prolongée de ces données personnelles au-delà de la DUA et leur transfert non anonymisé ou pseudonymisé aux Archives nationales.

Pour les détenus, l'anonymisation de leurs dossiers les privent de l'accès à leurs droits fondamentaux. Parmi ces droits figure notamment le droit à l'information. En effet, chaque détenu a le droit de connaître les informations le concernant, soit pour comprendre des décisions administratives prises à son égard, pour suivre et comprendre son parcours carcéral, ou encore pour exercer d'autres droits essentiels, comme le droit à la réparation. Lorsqu'un détenu est victime de violences, de discrimination ou d'autres abus durant sa détention, l'accès à son dossier permet de justifier ces situations et d'en obtenir réparation. L'anonymisation des dossiers priverait donc le détenu de la possibilité de défendre ses droits mais l'empêcherait également de conserver un contrôle sur son propre parcours et d'entamer ou poursuivre des démarches de reconstruction personnelle, ce qui va notamment à l'encontre des principes de transparence et de dignité et de respect des droits individuels.

Bonjour à tous,

Veuillez trouver en pièce jointe le courrier adressé à [REDACTED] qui a formulé une demande d'accès à son dossier personnel.

Je vous remercie de bien vouloir, comme indiqué dans le courrier, convenir d'une date permettant à [REDACTED] de consulter son dossier, sous la supervision de [REDACTED] au retour de son congé. **Celle-ci devra préalablement s'assurer que le dossier soit prêt et en état de consultation.**

Commentaire du CELPL :

Le CELPL réitère son observation précédente et souligne que la conservation de données sensibles identifiantes au-delà de la période de 15 ans apparaît disproportionnée au regard des risques qu'elle fait peser sur le droit à la vie privée des personnes anciennement détenues. Durant la DUA fixée, la personne concernée demeure en mesure d'exercer sans difficulté les démarches prévues, notamment pour solliciter des informations relatives à son dossier personnel.

Le CELPL rappelle également qu'à l'issue de ce délai, les infractions éventuellement commises sont prescrites conformément aux articles 637 et s. du CPP et ne peuvent plus donner lieu à réparation. Par ailleurs, l'AP transmet systématiquement au Parquet tout incident susceptible de constituer une infraction. Dès lors, cet élément ne saurait justifier la conservation non-anonymisée des dossiers au-delà de la période de 15 ans.

Par ailleurs, certains détenus peuvent introduire des demandes de réhabilitation judiciaire afin d'effacer les conséquences juridiques de leur condamnation. Ces demandes ne sont soumises à aucune limite de temps et peuvent être faites après le respect des délais prévus par la loi du 6 décembre 1976 sur la réhabilitation des condamnés. L'anonymisation des dossiers rendrait l'examen de ces demandes impossibles et priverait donc le détenu d'une réinsertion complète et du rétablissement de ses droits, allant à l'encontre du principe même de la seconde chance.

Brm. Suite à la demande en réhabilitation judiciaire de [REDACTED] né le [REDACTED] je vous prie de bien vouloir me faire parvenir, conformément à l'article 653 du Code de procédure pénale traitant de la réhabilitation judiciaire des condamnés, un extrait du registre des punitions et des récompenses constatant la conduite du détenu, ainsi que la durée et les dates de sa détention.

Pour le Procureur d'État

Commentaire du CELPL :

Le CELPL relève que les délais applicables en matière de réhabilitation judiciaire sont nettement inférieurs au délai d'utilité administrative fixé à 15 ans (art. 649 CPP).

Il souligne également que les personnes anciennement détenues disposent de la possibilité d'introduire une demande de réhabilitation de droit sans difficulté durant les 15 années suivant leur élargissement. Conformément à l'article 646 CPP, la réhabilitation s'acquiert de plein droit à l'expiration de délais qui, pour la plupart, sont eux aussi inférieurs à 15 ans.

Il est vrai que la dernière catégorie de personnes visée par cet article – celles condamnées à une peine privative de liberté unique supérieure à deux ans ou à des peines multiples dont la durée totale n'excède pas deux ans – pourrait, en l'absence de demande introduite dans les 15 ans suivant l'élargissement, devoir attendre jusqu'à 20 ans pour obtenir la réhabilitation de plein droit.

Le CELPL estime toutefois que la proportion très limitée de personnes susceptibles d'être concernées par cette situation ne saurait justifier la conservation de l'intégralité du dossier personnel carcéral de toutes les personnes détenues au-delà de la DUA, ni la transmission de ces informations sous forme non anonymisée ou pseudonymisée aux Archives nationales. En effet, la grande majorité des données contenues dans ces dossiers est dépourvue d'utilité pour une éventuelle demande de réhabilitation.

Enfin, le CELPL considère que, dans l'esprit même de la réhabilitation, ce sont davantage les éléments relatifs au comportement de la personne depuis son élargissement qui devraient être privilégiés, plutôt que des faits remontant à une incarcération survenue plus de 15 ans auparavant.

De la même manière, les détenus peuvent être victimes d'une condamnation erronée ou injustifiée, notamment en raison de faux témoignages, de preuves falsifiées ou de nouvelles preuves. L'anonymisation des dossiers empêcherait les détenus ayant purgé leur peine ou leurs ayants-droits d'obtenir une révision du procès et de démontrer l'existence de l'erreur judiciaire. Cela contreviendrait à leur droit à une justice équitable. En effet, si le dossier judiciaire est central pour une telle demande, le dossier carcéral constitue un complément précieux. En outre, il peut contenir des courriers du détenu clamant son innocence mais aussi des témoignages internes ou des actions de protestation (grève de la faim, requêtes adressées à l'Administration pénitentiaire) qui peuvent documenter la contestation de la condamnation et apporter des éléments pertinents à la révision.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL relève que, conformément à la loi du 30 avril 1981 concernant la révision des procès criminels et correctionnels et les indemnités à accorder aux victimes d'erreurs judiciaires¹, aucun lien n'est établi entre la possibilité d'introduire une procédure extraordinaire de révision et la consultation du dossier personnel carcéral lors de l'examen d'une telle demande. Dès lors, le CELPL ne peut retenir cet argument pour justifier l'accès à l'intégralité du dossier carcéral d'une personne au-delà de la DUA. Le fait qu'un détenu ait clamé son innocence pendant son incarcération ou le fait qu'il ait entamé une

¹ Mémorial 31 de 1981

grève de la faim pour cette raison ne seront pas les éléments déterminants pour donner droit à une demande de révision du procès.

Outre le fait que l'anonymisation des dossiers empêche les ayants-droits de constituer une demande de révision de procès en cas d'erreur judiciaire sur un détenu décédé comme mentionné précédemment, elle les prive également d'un accès fondamental à la vérité. Cet accès à la vérité est d'autant plus nécessaire qu'il contribue à la reconstruction identitaire des ayants-droits en quête de réponses concernant leur histoire familiale. L'anonymisation pourrait ainsi causer un traumatisme supplémentaire pour ces derniers.

Je suis à la recherche du dossier carcéral complet de mon papa qui a été emprisonné au Luxembourg.

Nous n'avons pas été "invité" lors du jugement, je ne connais pas grand chose de ce qui est arrivé à mon papa et aujourd'hui je me pose des questions mais malheureusement décédé celui ci ne peut me répondre.

Âgé de [REDACTED] maintenant, je voudrais clôturer des chapitres de ma vie passée en répondant à mes questions.

Mon papa s'appel [REDACTED]
Né le [REDACTED]
Décédé [REDACTED]
Incarcéré en [REDACTED] jusqu'à sa date décès.

Merci a vous de m'avoir lu en espérant avoir une réponse favorable.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL considère qu'il n'appartient pas à l'AP d'apprécier si le droit d'accès à la vérité invoqué par un ayant droit d'une personne anciennement condamnée à une peine privative de liberté devrait primer sur le droit fondamental à la vie privée de cette dernière. Cette réserve est d'autant plus importante lorsque, de son vivant, la personne condamnée n'a pas souhaité partager ces informations et que les ayants droits n'en ont pas sollicité la communication auprès de l'AP durant les 15 années suivant son élargissement. Le droit à la vérité des ayants droit ne saurait, en tout état de cause, prévaloir automatiquement sur les droits de la personne anciennement condamnée et aujourd'hui décédée.

De plus, cela constitue également un obstacle dans le cadre des droits de succession, où des informations spécifiques peuvent être nécessaires pour établir la légitimité des demandes successorales.

Moien mein Numm ass [REDACTED] Ech wollt frohen fier en certificat ze kreien dass mein Papp am Prison zu Schrasseg sutz [REDACTED] sein Numm war [REDACTED] Meng Elteren sinn läscht Joher verstuewwen an vue que dass do eng lerschaft entstahnen ass nach vun menger Bom kennt do neicht fierun well den Noraire eng Preuve brauch dass mein Papp [REDACTED] hei an Letzebuerg geliewwt huet rn war soss awer neierens ugemellt ausser halt [REDACTED] am Prison dat geht dem Noraire duer als Preuve dass en hei an Letzebuerg war.

Mir hun am Prison ugeruff an dei hun gesoht alles wat 10 joer hier ass misst een bei ierg ufrohen.

De même, pour prouver la défaillance d'un parent dans un parcours juridique, notamment en matière d'obligation alimentaire, l'accès aux dossiers carcéraux est crucial. Pour un enfant ayant subi des abus ou des négligences graves (incestes, violences intrafamiliales...), ces dossiers permettent de documenter la condamnation du parent, ses refus de suivre les parcours de soin proposés par les services de l'Administration pénitentiaire et l'absence de contact grâce aux fiches de visite. Ils sont également utiles pour un enfant dont le parent a été défaillant pour d'autres motifs (braquages, violences sur tiers, toxicomanie...) et souhaite justifier l'absence de lien ou le refus de contact. Enfin, les sanctions disciplinaires et le comportement en détention peuvent démontrer la non-légitimité du

parent à réclamer une obligation alimentaire, en apportant des preuves concrètes sur son comportement et son incapacité à exercer ses droits parentaux.

Enfin, pour les descendants, les motivations de l'accès aux informations sont aussi la volonté de tracer toutes informations relatives à ses ascendants et de comprendre et contextualiser l'histoire familiale. Les généalogistes recherchent tout élément permettant de comprendre le parcours et la vie de leurs aïeux (parcours migratoire, carrière, lieux de vie etc.). Le droit de savoir et le droit à la vérité sont deux droits fondamentaux qui garantissent la transparence, mais aussi la préservation de l'intégrité et de la mémoire des individus, même après leur décès. L'anonymisation des dossiers entrave ces droits en privant les ayants-droits de la possibilité de connaître la vérité sur le parcours de leurs ancêtres et ainsi d'exercer leurs droits légitimes.

Bonjour,

Je me permets de vous écrire dans le cadre d'une recherche familiale concernant mon ancêtre [REDACTED] qui aurait été détenu à Luxembourg en 1929 et serait décédé en détention [REDACTED]

Je souhaiterais savoir s'il existe, dans vos archives historiques, une trace de son incarcération ou de son décès dans un établissement pénitentiaire luxembourgeois.

Je vous remercie vivement pour votre réponse et pour toutes les informations transmises. En tant que famille descendante [REDACTED] nous recherchons des renseignements sur leurs vies à l'étranger, après qu'ils ont dû fuir l'Italie, persécutés par le régime fasciste en raison de leurs convictions anarchistes.

En ce qui concerne [REDACTED], nous essayons de comprendre où il pourrait avoir été enterré et s'il est possible de visiter sa tombe.

Nous collaborons avec plusieurs historiens italiens et sollicitons diverses archives et institutions à l'étranger. Nous contacterons, comme vous nous l'avez suggéré, les Archives nationales du Luxembourg.

Bonjour Madame,

Ma grand-mère maternelle a divorcée [REDACTED] Mon grand-père maternel (nationalité allemande, travaillant comme [REDACTED] en France) que je n'ai jamais connu, était emprisonné au Luxembourg. Je voudrais connaître les raisons de son emprisonnement, sa date de libération, éventuellement une photo. Les archives judiciaires de l'époque sont-elles facilement accessibles.

am Laf vum Nosichen vun éisem Stammbam hu mer Donnéen fonnt, datt éisen Urgrousspapp [REDACTED] fir mindestens 1 Jar [REDACTED] am Gronn am Prisong war.

Lo wéisste mer nawell gär, wat e gestiicht hat a wéi laang seng Strof war.

Gin et bei Eech nach Ennerlagen doriwer, oder wësst Dir vläicht, wou mer Informatioun doriwer fanne kinnten?

Commentaire du CELPL :

Le CELPL estime, une fois encore, que les demandes successorales ne nécessitent en aucun cas la conservation de l'intégralité du dossier personnel, incluant les détails du quotidien carcéral d'une personne anciennement condamnée.

S'agissant de l'hypothèse d'une défaillance parentale pour les raisons évoquées, le CELPL s'interroge légitimement sur la nécessité, pour l'enfant d'une personne anciennement détenue et aujourd'hui décédée, d'accéder à l'ensemble des éléments relatifs au vécu carcéral de son parent. Il convient de

se demander dans quelle mesure le dossier judiciaire ou le jugement ne suffiraient pas à répondre à une telle demande.

Par ailleurs, si la volonté de retracer le passé d'un ascendant ou de reconstituer un historique familial peut constituer une démarche fréquente auprès de l'AP, le CELPL considère que cette motivation ne saurait prévaloir sur le droit à la vie privée et sur la protection des données à caractère personnel de la personne anciennement détenue.

Enfin, pour la société, l'anonymisation des dossiers des détenus entrave la recherche historique car elle limite la profondeur de l'analyse des parcours individuels. En effet, même s'il est possible d'étudier, de façon globale les politiques de réinsertion, les conditions de détention ou encore les taux de récidive, ces analyses restent superficielles si elles ne peuvent pas s'appuyer sur les histoires personnelles des détenus. Ainsi, l'anonymisation empêche de saisir la dimension humaine et contextuelle de l'histoire pénitentiaire. Elle va également à l'encontre de la préservation de la mémoire individuelle et collective en privant les chercheurs d'éléments nécessaires pour faire preuve d'objectivité historique. De plus, comme les sources historiques ne sont plus contrôlables par les paires scientifiques, cela met en danger la méthodologie de la recherche et le respect de la déontologie scientifique.

Je suis en train de finaliser un récit sur un meurtre qui a été commis le [REDACTED] sur une enfant

Le meurtrier était [REDACTED] qui a séjourné à la prison du Grund à partir du [REDACTED] le lendemain de son arrestation, puis à celle de Schrassig où il est décédé [REDACTED]

Depuis deux ans, je travaille sur cet ouvrage et j'ai beaucoup de documents concernant la période qui débute avec la disparition de [REDACTED] jusqu'au procès de [REDACTED] qui s'est déroulé les [REDACTED]

En revanche, je n'ai quasiment aucun élément qui concerne le séjour en prison de [REDACTED]

[REDACTED] m'a indiqué qu'il existait un dossier d'archives consultables mais qu'il fallait que je prenne contact avec vous pour définir une date de rendez-vous.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL considère que l'argument fondé sur l'intérêt ou la recherche historique ne peut être retenu dans le contexte présent. Il ne perçoit en effet aucune plus-value à conserver l'intégralité des informations contenues dans le dossier carcéral d'une personne au-delà de la période de 15 ans suivant son élargissement. Cette période, déjà substantielle, apparaît suffisante au regard des finalités poursuivies. L'intérêt historique, réel ou supposé, ne saurait être automatiquement placé au-dessus des droits individuels, notamment du droit à la protection des données à caractère personnel et du droit au respect de la vie privée.

Tous ces arguments confirment l'idée que l'anonymisation des dossiers des détenus est incompatible avec les principes de transparence, de justice et de mémoire collective. Dans le cadre de l'archivage définitif dans l'intérêt public, il est légitime que certaines données nominatives soient conservées de manière intègre, sans aucune destruction ni anonymisation. Cette conservation est justifiée dès lors qu'elle répond à des finalités archivistiques dans l'intérêt public, qu'il s'agisse des personnes concernées, de leurs ayants-droits, ou de la recherche scientifique, historique ou statistique. L'anonymisation compromettrait l'intégrité du document, le rendant partiellement ou totalement illisible.

Ces éléments expliquent également pourquoi ces dossiers sont systématiquement transférés aux Archives nationales, où ils doivent être conservés *ad vitam æternam*, dans le respect des principes de droit à la vérité et de préservation de la mémoire, à l'exception des documents ne présentant aucun intérêt historique ou administratif, qui sont alors détruits à l'échéance de la DUA.

La pseudonymisation au sein des dossiers, bien qu'elle puisse sembler une alternative, impliquerait de traiter environ 20 mètres linéaires de dossiers chaque année pour un seul centre pénitentiaire, soit près de 50 000 feuilles, réparties sur environ 150 dossiers de tailles variables, uniquement pour les dossiers individuels et disciplinaires (séries M2-01 et M2-03 du tableau de tri), sans compter les dossiers psycho-sociaux, psycho-criminologiques et socio-éducatifs. De plus, elle n'apporterait qu'une garantie limitée en termes de protection des droits des détenus ou des ayants-droits. En alternative, les inventaires peuvent être pseudonymisés, de manière à protéger l'identité des détenus dans les moteurs de recherche après l'expiration des délais de communicabilité restreinte, tout en conservant l'intégrité des dossiers.

Commentaire du CELPL :

À la lecture du tableau de tri de l'AP, le CELPL constate que la quasi-totalité des éléments composant le dossier personnel d'un détenu est conservée et transférée aux Archives nationales à l'issue de la DUA. Le CELPL ne perçoit pas la plus-value d'une telle conservation exhaustive, en particulier lorsque les documents sont transmis sans anonymisation ou pseudonymisation préalable.

Le CELPL comprend qu'une pseudonymisation rétroactive de l'ensemble des dossiers pénitentiaires représente, dans un premier temps, une tâche particulièrement lourde. Toutefois, il estime qu'il serait envisageable d'intégrer ce travail en amont pour tous les nouveaux dossiers pénitentiaires, afin d'éviter une charge disproportionnée au moment de leur transmission aux Archives nationales.

La nécessité de préserver l'intégrité des dossiers des détenus justifie également l'engagement de l'État luxembourgeois à garantir le droit à la vérité, le droit à la justice et le droit à la réparation. En effet, si la majorité des dossiers relèvent du régime de détention ordinaire, certains pourraient néanmoins documenter des situations de détentions arbitraires, de traitements inhumains ou de décès en détention, notamment au cours de périodes historiques marquées par des violations des droits de l'homme, à l'image de la Seconde Guerre mondiale. Dans ce contexte, ces dossiers s'inscriraient pleinement dans le cadre des « principes Joinet » adoptés par les Nations Unies. Ainsi, le principe 4 précise que : « Indépendamment de toute action en justice, les victimes, ainsi que leur famille et leurs proches, ont le droit imprescriptible de connaître la vérité sur les circonstances dans lesquelles ont été commises les violations et, en cas de décès ou de disparition, sur le sort qui a été réservé à la victime. ». Le principe 14 affirme quant à lui que « Le droit de savoir implique que soient préservées les archives. Des mesures techniques et des sanctions pénales devraient être prises pour s'opposer à la soustraction, la destruction, la dissimulation ou la falsification des archives [...] ». Enfin, le principe 18 précise que « Les pays tiers se doivent de coopérer en vue de la communication ou de la restitution d'archives aux fins d'établissement de la vérité. ». Dans cette perspective, l'anonymisation des dossiers porterait atteinte à la valeur probante et historique des documents en entravant la recherche de la vérité sur d'éventuelles violations passées ou sur les conditions de détention.

La conservation de documents intègres contribue également au principe de l'obligation de transparence administrative mais aussi au droit d'accès des personnes physiques aux documents détenus par l'Administration pénitentiaire, y compris après leur versement aux Archives nationales. Ces documents garantissent à différents niveaux le respect des principes fondamentaux de la démocratie, assurent le bon fonctionnement de notre administration, et par extension, renforcent la légitimité et de la qualité de l'action gouvernementale.

Il convient d'ailleurs de préciser que les données personnelles contenues dans les dossiers sont utilisées uniquement dans un cadre strictement professionnel et répondent toujours à des exigences

des missions étatiques et des procédures administratives. En somme, les données personnelles répondent toujours à un objectif bien précis et ne peuvent être traitées à des fins incompatibles avec leurs finalités initiales. Entre autres, ces informations sont essentielles et nécessaires à la gestion du système pénitentiaire et ne visent pas sciemment à nuire à la réputation des détenus, car leur traitement doit respecter les principes de licéité, loyauté et transparence.

Ainsi, les dossiers contenant les données personnelles des détenus présentent un caractère authentique et véridique. Entre autres, ils reflètent avec exactitude les faits, le déroulement des événements ou le contenu d'actions et constituent un élément essentiel pour la préservation de la mémoire individuelle et collective.

Par ailleurs, les archives judiciaires et policières sont déjà versées aux Archives nationales de manière non anonymisée. Anonymiser les archives pénitentiaires serait donc incohérent, puisque ces dernières complètent directement les dossiers judiciaires et policiers. Une anonymisation compromettrait la reconstitution de la chaîne de traitement des affaires et le contexte de production des documents. Au contraire, conserver l'intégrité des dossiers pénitentiaires permet de maintenir la cohérence, l'exhaustivité et la fiabilité des archives, essentielles pour l'étude historique, la recherche juridique et la préservation de la mémoire collective.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL relève que les « principes Joinet » ne trouvent à s'appliquer que dans le cadre spécifique de la justice transitionnelle. Ce n'est que dans de telles circonstances exceptionnelles qu'une dérogation pourrait éventuellement être envisagée.

Le CELPL comprend davantage la nécessité de conserver, dans leur intégralité, les décisions judiciaires et les jugements, dans la mesure où cette conservation contribue à garantir le droit à la vérité, le droit à la justice et le droit à la réparation. Il convient par ailleurs de relever que les jugements sont déjà pseudonymisés.

Enfin, les documents détenus par l'Administration pénitentiaire et/ou comportant des données à caractère personnel ont fait l'objet d'une analyse approfondie afin d'écarter du versement aux Archives nationales ceux ne présentant aucun intérêt archivistique, historique ou sociétal ou portant une atteinte disproportionnée à la vie privée de la personne concernée. Cette mise en balance des intérêts est jointe en annexe de cet argumentaire. Par ailleurs, cette analyse respecte strictement les recommandations et le schéma décisionnel du Commissariat du gouvernement à la protection des données (CGPD), comme indiqué dans la brochure « Protection des données et archivage dans l'intérêt public » au chapitre 4, section 8 (p. 64-65) et dont le schéma décisionnel est reproduit en bas de page. Les documents à verser aux Archives nationales et ceux à détruire sont mentionnés dans le tableau de tri de l'Administration pénitentiaire, librement consultable sur le site des Archives nationales au lien suivant : <https://anlux.public.lu/fr/gerer-ses-archives/tableaux-de-tri.html>

Il serait théoriquement possible d'empêcher la consultation publique des dossiers en fixant une durée d'utilité administrative très élevée. Toutefois, dans la première version du tableau de tri de l'Administration pénitentiaire, une durée d'utilité administrative de 30 ans avait été envisagée, mais cette proposition a été rejetée par le Conseil d'État (avis 60.528 du 16 mai 2023) qui la jugeait trop longue, ce qui a conduit à la réduire à 15 ans. Il apparaît donc inenvisageable de fixer une durée plus élevée pour atténuer les effets de la fin du délai de communicabilité restreinte et de conserver les dossiers des détenus dans nos locaux au-delà de la durée maximale légale de 15 ans.

Par ailleurs, il convient de rappeler que ces délais de communicabilité sont encadrés par la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage. Le chapitre IX, article 16 prévoit que : « Les archives qui contiennent des renseignements individuels relatifs à la vie privée, familiale et professionnelle ou à la situation financière d'une personne physique, qui révèlent l'origine ethnique, les opinions politiques, les

convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale ainsi que le traitement de données relatives à la santé et à la vie sexuelle, y compris le traitement des données génétiques ne peuvent être communiquées que : vingt-cinq ans après le décès de la personne concernée, au cas où la date de décès est connue ; soixante-quinze ans à compter de la date du document le plus récent inclus dans le dossier au cas où la date de décès n'est pas connue ou la recherche de la date de décès entraînerait un effort administratif démesuré. ».

La problématique de la modification des délais de communicabilité restreinte, en particulier celle des données à caractère personnel, est à l'étude au Ministère de la Culture dans le cadre de la révision en cours de la loi sur l'archivage.

Si Madame l'Ombudsman le désire, l'AP peut fournir une documentation plus exhaustive à ce sujet, notamment en ce qui concerne la protection des données recueillies dans le contexte du travail psychosocial et pénologique effectué avec les détenus.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie une nouvelle fois l'AP pour les nombreux exemples fournis dans sa prise de position, lesquels ont permis d'alimenter utilement son analyse.

En conclusion, le CELPL réaffirme qu'il considère que la conservation de données personnelles identifiantes au-delà de la DUA de 15 ans ne se justifie ni au regard des finalités initialement poursuivies, ni au regard des principes fondamentaux de proportionnalité, de minimisation et de respect de la vie privée. Si certaines considérations opérationnelles, judiciaires ou historiques peuvent légitimement être invoquées dans un cadre strictement limité, elles ne sauraient justifier la conservation exhaustive et non anonymisée des dossiers pénitentiaires sur une période indéfinie.

Le CELPL encourage l'AP à envisager des mécanismes permettant une anonymisation ou une pseudonymisation systématique des dossiers au terme de la DUA, ainsi qu'une réflexion plus large sur la pertinence réelle des informations transmises aux Archives nationales. Une telle approche permettrait de concilier les impératifs de mémoire institutionnelle et de transparence avec les exigences essentielles de protection des droits fondamentaux des personnes anciennement détenues.

Recommandation n° 56

Clarifier les règles en vigueur en matière d'indemnisation en cas d'incapacité de travail.

Le CPL n'est en général pas concerné par des certificats de maladie délivrés par un médecin de l'extérieur. La direction du CPL estime que cette information peut éventuellement trouver son origine dans l'hypothèse où un médecin spécialiste externe consulté à l'occasion d'une extraction médicale en milieu hospitalier établit un certificat d'incapacité de travail standardisé pour les personnes non incarcérées. Or, pour les besoins de la prise en charge *intra muros*, le service médical établit un certificat spécifique qui contient également les informations strictement nécessaires à sa prise en charge non médicale au sein du CP. Il s'agit notamment des interdictions (sports, aliments, certaines tâches) ou encore des recommandations de santé (exercice physique etc.). Il est dès lors de pratique constante que les médecins exerçant au CPL complètent les certificats établis à l'extérieur par leurs confrères. La direction n'exclut pas que cette pratique peut générer des difficultés dans quelques très rares cas. La direction du CPL analysera cette situation en concertation avec le service médical.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie la DAP et la direction du CPL pour les précisions fournies relatives aux certificats de maladie délivrés par des médecins extérieurs et se félicite de l'analyse de la situation en concertation avec le service médical du centre pénitentiaire.

Recommandation n° 57

Réévaluer les règles en vigueur en matière d'indemnisation en cas d'incapacité de travail.

Au CPG, l'indemnisation des certificats médicaux est accordée à partir du sixième jour d'absence, et non à partir du septième jour. Cette mesure a été introduite afin de réduire les absences isolées, qui étaient auparavant indemnisées à raison de 1 € par heure.

Au Luxembourg, le Code de la sécurité sociale prévoit l'indemnité pécuniaire de maladie uniquement pour les assurés affiliés, ce qui exclut par défaut les détenus travaillant sur le site du CPG. Le travail en détention, bien qu'obligatoire pour les détenus aptes, relève d'un régime spécifique visant la réinsertion sociale et ne confère pas les droits du travail salarié. Il s'agit donc d'une activité sans contrat au sens du Code du travail, sans congés payés ni indemnité en cas de maladie. L'arrêté ministériel du 30 avril 2018, modifiant l'article 1^{er} de l'arrêté du 31 décembre 2012 relatif aux taux des salaires de détenus, a revalorisé les salaires des détenus en introduisant un système des paliers. Les critères d'avancement d'un palier vers un autre sont déterminés par le directeur du centre pénitentiaire. Les salaires alloués sont fixés par voie réglementaire et ne créent aucun droit à une indemnité maladie.

En conséquence, le versement d'une indemnité aux détenus demeure une mesure de faveur, accordée discrétionnairement par l'administration ou via des règlements internes, et non une obligation légale.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie la DAP et la direction du CPG pour les précisions apportées. L'erreur matérielle concernant le jour d'absence à partir duquel l'indemnisation est accordée sera redressée dans son rapport.

Néanmoins, le CELPL maintient ses réserves quant au système d'indemnisation actuellement en vigueur au CPG, notamment en ce qui concerne l'absence de distinction faite pour les arrêts de travail inférieurs à six jours entre une absence justifiée par un certificat médical et une absence décidée par le détenu.

2. Prise de position du ministère de la Justice

Recommandation n° 3, 4 et 5

Rénover en priorité le bloc F en cas de validation de la restructuration du CPL, en y intégrant des cellules individuelles. (pp. 14 à 16)

Le projet de restructuration du CPL est en cours de validation. Il va de soi que si le projet est validé tel que demandé, le bloc F sera entièrement rénové et mis en conformité avec les standards et normes carcéraux modernes, incluant également des cellules individuelles.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL a relevé dans son rapport plusieurs insuffisances infrastructurelles concrètes et spécifiques au bloc des femmes. Il prend note avec satisfaction que, pour le ministère de la Justice, il va de soi que la rénovation sera réalisée conformément aux standards et normes carcéraux les plus récents.

Il se permet de rappeler que la recommandation visait également à ce que le bloc F soit traité en priorité, c'est-à-dire avant d'autres chantiers de rénovation.

Le CELPL regrette en outre que le délai avant la réalisation de cette restructuration demeure long et que, dans l'intervalle, les femmes continuent de vivre dans des conditions défavorisées par rapport à celles des hommes.

Recommandation n° 15

Examiner la mise en place d'un budget plus flexible, avec une planification annuelle ou bisannuelle, et investir dans un système de climatisation de la salle de sport. (p.23)

Il sera procédé, en concertation avec l'Administration des bâtiments publics, à une étude de faisabilité relative à la mise en place d'un système de climatisation au sein de la salle de sport.

A noter qu'en cas de beau temps, il est également possible pour les détenus d'utiliser l'espace de sport situé à l'extérieur.

De manière générale, les investissements dans l'infrastructure dépendent du budget alloué auprès de l'Administration des bâtiments publics.

Au CPG, le SPSE dispose en plus d'un budget annuel pour l'acquisition et la maintenance des équipements sportifs ainsi qu'un plan pluriannuel pour le remplacement ou l'acquisition des plus grandes installations.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie le ministère de la Justice pour sa volonté de rechercher des solutions en vue de la climatisation de la salle de sport du CPG, ce qui contribuera à rendre les entraînements plus agréables tant pour les détenus que pour le personnel.

Il rappelle toutefois sa recommandation visant à examiner la mise en place d'un système budgétaire plus flexible, reposant sur une planification annuelle ou bisannuelle pour le remplacement ou l'acquisition de tous types d'installations, y compris les plus importantes, afin de permettre une meilleure adéquation des prévisions budgétaires avec les besoins réels et évolutifs du terrain sur un horizon plus court.

Recommandation n° 19

Adopter sans délai le nouveau règlement grand-ducal attendu depuis 2018 afin d'encadrer légalement les conditions de vie en détention et les visites (p.25)

Le règlement grand-ducal relatif aux régimes internes est finalisé. Dès l'entrée en vigueur du projet de loi n° 7869 relatifs aux ajustements de la réforme pénitentiaire, le règlement grand-ducal entrera parallèlement en vigueur. Le Conseil d'Etat a émis un avis complémentaire par rapport au projet de loi précité en date du 18 novembre 2025. Dans cet avis subsiste une opposition formelle, alors que le Conseil d'Etat souhaite que les matières sanctionnées par un certificat de présence figurent également dans la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'Administration pénitentiaire. Un amendement répondant à la demande formulée par le Conseil d'Etat a été adopté par la Commission de la justice en date du 27 novembre 2025 et soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL se réjouit que le règlement grand-ducal soit finalisé. Il comprend que son entrée en vigueur dépendra du projet de loi n° 7869 relatif aux ajustements de la réforme pénitentiaire, mais insiste pour que son application ne soit pas retardée davantage, alors que le règlement est attendu depuis déjà sept ans, et qu'il entre en vigueur dès que possible.

Recommandation n° 25

Garantir le respect du libre choix du médecin en assurant la prise en compte et l'exécution des ordonnances établies par des médecins extérieurs (p.30)

Selon les informations reçues par l'Administration pénitentiaire, la prise en compte et l'exécution des ordonnances établies par des médecins extérieurs sont déjà garanties.

La seule hypothèse pourrait être celle où un médecin spécialiste externe consulté à l'occasion d'une extraction médicale en milieu hospitalier établit un certificat d'incapacité de travail standardisé pour les personnes non incarcérées. Or, pour les besoins de la prise en charge intra muros, le service médical établit un certificat spécifique qui contient également les informations strictement nécessaires à sa prise en charge non médicale au sein du CP. Il s'agit notamment des interdictions (sports, aliments, certaines tâches) ou encore des recommandations de santé (exercice physique etc.). Il est dès lors de pratique constante que les médecins exerçant au CPL complètent les certificats établis à l'extérieur par leurs confrères. Cette situation sera analysée en concertation avec le service médical.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie le ministère de la Justice pour sa prise de position. Dans son rapport, le CELPL avait donné l'exemple de médicaments jugés présenter un risque d'abus qui ne seraient pas remis au détenu s'ils étaient prescrits à l'extérieur. Il se réjouit que le ministère partage sa position de garantir la prise en compte des ordonnances établies par des médecins extérieurs et encourage le dialogue avec le service médical.

Recommandation n° 28

Inscrire explicitement la prise en charge médicale des jeunes enfants dans la convention entre le ministère de la Justice et le CHL. (p. 32)

La convention entre le ministère de la Justice et le CHL est en cours de renégociation. La demande du CELPL d'intégrer explicitement la prise en charge médicale des jeunes enfants dans la convention sera prise en compte lors des discussions.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie le ministère de la Justice de l'attention portée à sa recommandation.

Recommandation n° 29

Adapter la convention entre le ministère de la Justice et le CHL pour refléter la pratique réelle en abandonnant le principe des examens d'aptitude avant le placement en isolement, afin d'éviter toute confusion des rôles médicaux. (p.32)

Comme évoqué ci-dessus, la convention entre le ministère de la Justice et le CHL est en cours de renégociation. Dès lors, ce point pourra être ajouté dans les discussions avec le CHL.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL se réjouit que ce point soit pris en compte dans le cadre de la renégociation de la convention avec le CHL.

Recommandation n° 35

Faire avancer le projet UPSJ. (p.38)

Tant le Ministère de la Justice que le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale et le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) sont conscients que l'UPSJ est un projet important et que sa réalisation requiert des efforts soutenus. Les travaux sont toujours en cours et avancent bien.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL est ravi d'apprendre que les travaux de l'UPSJ progressent, car les informations dont il disposait jusqu'alors étaient vagues et peu concrètes. Il se réjouirait d'être tenu informé des évolutions et d'avoir la possibilité d'échanger avec les acteurs du projet. Enfin, il met son expertise à disposition si elle devait être sollicitée.

Recommandation n° 43 et 44

Prévoir des modalités de prise en charge et des dispositifs de garde pour les enfants en bas âge. (p.49)

Ces modalités sont actuellement déjà mises en place alors qu'il existe un système de garde d'enfants pendant que leurs mères assistent à des activités communes ou travaillent.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL prend note de l'existence de modalités de prise en charge et de dispositifs de garde pour les enfants en bas âge, et intégrera cette information dans son rapport.

3. Prise de position du ministère des Affaires intérieures

Recommandation n° 27

Mettre tout en œuvre pour réduire les délais d'intervention afin d'assurer une arrivée rapide sur les lieux et garantir une coordination optimale avec le CGDIS.

En ce qui concerne la Police grand-ducale, aucun engagement formel vis-à-vis des centres pénitentiaires concernant le déploiement d'une équipe dans un délai prédéfini n'existe. La règle actuelle repose sur le principe d'un dispatching d'une équipe dans les plus brefs délais, sans mention d'une durée précise.

Il peut exister un décalage entre le dispatching des services de secours et celui de la Police, principalement parce que le CGDIS est généralement alerté en premier. Dès lors, le CGDIS dispose souvent d'une avance opérationnelle significative. À cela s'ajoute que la Police a la majorité de ses patrouilles déjà engagées dans des missions ou occupées par des procédures judiciaires et, contrairement au CGDIS, ne fonctionne pas avec des équipes en stand-by.

Dans les situations où aucune patrouille n'est immédiatement disponible, l'opérateur du CIN doit soit identifier une autre équipe susceptible d'être dépêchée, soit attendre qu'une patrouille se libère au plus vite. C'est pourquoi il est essentiel, dans la mesure du possible, de communiquer à la Police le degré d'urgence afin de faciliter la priorisation et l'allocation des moyens.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL peut suivre les arguments développés par la Police grand-ducale. Il soutient le principe que le degré d'urgence doit être communiquée à la Police grand-ducale qui lui paraît être une évidence.

Il maintient ses développements que tout doit être mis en œuvre pour permettre un accès aux soins urgents nécessaires dans les meilleurs délais.

Recommandation n° 42

Envisager que la présence de l'agent de police en salle de consultation ne soit prévue qu'à la demande expresse du médecin, et ne pas appliquer systématiquement le menottage dans ces situations.

La Police grand-ducale dispose de consignes claires et constantes concernant l'encadrement des personnes détenues lors de consultations médicales en dehors du centre pénitentiaire. Il relève de sa responsabilité de garantir la sécurité de la personne confiée ainsi que celle de toutes les personnes présentes, conformément aux observations déjà formulées dans la réponse des autorités luxembourgeoises au rapport CPT de juillet 2023.

Ainsi, la loi sur la Police grand-ducale prévoit dans son article 3 que la police « *veille au maintien de l'ordre public, à l'exécution et au respect des lois et des règlements de police généraux et communaux, à la prévention des infractions et à la protection des personnes et des biens*. À cet effet, elle assure une surveillance générale dans les lieux qui lui sont légalement accessibles, exécute des mesures de police administrative et prend les mesures matérielles de police administrative de sa compétence ». Donc, la PGD a une obligation légale de veiller à la protection des personnes.

De plus, par la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans la fonction publique, la Police grand-ducale est contrainte à mettre en œuvre sur les lieux de l'exercice des activités de ses membres les moyens appropriés pour créer les conditions de sécurité adéquates. (Art. 1er) La loi précise dans son article 4 que la sécurité étend ses effets notamment entre autres sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles ainsi que la prévention des agressions et des actes de malveillance sur les lieux de travail et d'activités.

L'application par défaut du principe proposé par le CELPL risque d'exposer les policiers à des suites pénales en cas d'incidents. Le Code Pénal prévoit des sanctions pour le personnel policier en cas de fuite d'un détenu (Articles 332-334) et de l'autre côté stipule que seulement si les modalités de contrainte et de surveillance ont été modifiées sur demande d'un médecin, une fuite ne serait pas considérée comme négligence de la part des policiers. (Article 337-1). (« *Est présumé ne pas être une négligence au sens des articles 333 et 334 dans le chef des préposés à la conduite, aux transfèrements et à la garde des détenus le fait, en cas d'extraction d'un détenu, de ne pas faire usage de moyens de contrainte ou de modifier les modalités de surveillance du détenu, sur demande d'un magistrat ou d'un médecin*. »)

En ce moment, le médecin qui demande que le(s) policier(s) quittent la salle de consultation ne signe pas de décharge, ainsi le menottage en absence de présence policière est un compromis nécessaire pour garantir la sécurité du personnel médical et pour réduire le risque de fuite. Dans le cas d'une application par défaut du principe proposé par le CELPL (pas de présence policière ainsi que pas de menottage), le médecin qui demande le retrait des agents devrait signer une décharge et assurer la mise en place de toutes les mesures nécessaires afin de prévenir autant que possible les éventuelles agressions ou tentatives de fuite de la personne privée de liberté. En vue de protéger ses membres de poursuites pénales en cas d'un incident pendant le temps que le détenu est sous sa garde, la PGD ne pourra donner suite à cette recommandation.

Par conséquent, la PGD reste sur sa position que les examens médicaux se font en présence du policier (sans menottage) sauf demande expresse du médecin ou si l'agent de police juge l'usage des menottes nécessaire en vue des risques indiqués ci-dessus.

En ce qui concerne la confidentialité, l'option de se concerter seul avec le médecin est donnée puisque le médecin peut demander aux policiers de quitter la salle de consultation. Devant la porte, même si cette dernière est entrouverte, le risque d'entendre des informations confidentielles reste assez faible si on suppose que la conversation se fait à voix basse ou bien à un volume normal. Le but de la mesure n'est pas d'entendre la conversation entre médecin et patiente mais de pouvoir réagir à des cris soudains ou des bruits inquiétants laissant présager un problème sécuritaire. Même si lors de l'exécution de sa mission de garde, le membre de la Police venait à entendre une information confidentielle concernant la détenue, ce policier est sujet au secret professionnel (Art. 11 Loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat) qui l'oblige à ne pas divulguer les informations confidentielles obtenus dans le cadre de ses fonctions.

Si, pour des raisons de confidentialité, il est exigé que les agents quittent la salle de consultation, ferment la porte complètement et qu'aucune mesure de menottage ne puisse être appliquée, la Police grand-ducale tient à rappeler avec fermeté qu'un risque d'agression envers le personnel médical ou une atteinte par le ou la détenu(e) contre sa propre intégrité physique ne peut jamais être totalement exclu, même après une analyse de risque préalable.

S'agissant des situations d'accouchement, la Police grand-ducale reconnaît pleinement la sensibilité particulière de ce contexte, de même que l'impossibilité pratique pour la détenue de tenter une fuite dans ces conditions. La présence d'agents dans la salle d'accouchement peut dès lors être évaluée au cas par cas, le principe étant de ne pas avoir de présence policière dans la salle, ni de menottes lors de la phase active de l'accouchement.

Dans tous les cas, un échange préalable avec l'équipe soignante est nécessaire pour définir clairement les mesures de sécurité à appliquer le jour de l'accouchement et le séjour à la maternité afin de garantir l'intégrité du personnel médical ainsi que celle de la mère privée de liberté et de son enfant (dans la mesure du possible : disposition et emplacement de la chambre, organisation et information du personnel, présence d'objets dangereux etc.). Dans ce contexte l'UGAO considère étendre aux femmes enceintes la procédure de la reconnaissance (dit : RECCE) des lieux au préalable qui est déjà appliqué lors des transports de détenus particulièrement signalés. Bien que la date exacte de l'accouchement ne puisse être garantie, certaines précautions et éventualités pourraient déjà être abordées lors de cette visite des lieux. Les consignes retenues seront par la suite diffusées au personnel policier chargé de la garde.

Par ailleurs, une harmonisation des modalités de garde durant les séjours en maternité est en considération afin d'éviter tout malentendu ou mauvaise interprétation.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie la Police grand-ducale pour les développements au sujet de ce sujet délicat qui reste sujet à débat depuis des années.

Le CELPL ne partage pas l'argument relatif au risque de fuite et que celui-ci ne peut être réellement contrôlé que par la présence d'agents de police dans la salle de consultation.

Une fuite se réalise par définition par les endroits qui sont ouverts. Si les agents de la Police sécurisent ces endroits de sortie, ils peuvent assurer une protection adaptée contre les fuites, sans être présents dans la salle de consultation.

Le CELPL connaît les articles du Code pénal cités par la Police grand-ducale, mais il souhaite également mentionner l'article 458 du Code pénal qui prévoit que « les médecins, chirurgiens, officiers de santé, pharmaciens, sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires, par état ou par profession, des

secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice et celui où la loi les oblige à faire connaître ces secrets, les auront révélés, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 500 euros à 5.000 euros. ».

Le code pénal ne prévoit pas d'exception pour les médecins pour les cas où les agents de la Police grand-ducale sont présents lors d'une consultation médicale.

Le CELPL a en outre connaissance de nombreuses dispositions diverses nationales et internationales qui consacrent un droit à la vie privée aux personnes, dont notamment l'article 20 de la Constitution du Luxembourg, pour ne citer que celle-ci.

Le secret médical vise justement à garantir l'intimité, respecter la vie privée du patient, et à permettre d'établir une relation de confiance entre le patient et le médecin traitant.

Le fait que les agents de la Police grand-ducale soient soumis à un secret professionnel ne supprime pas la violation du secret médical et de la vie privée qui a eu lieu.

Le CELPL estime que la gestion de la situation doit être globale et prendre en considération tous les points de vue, celui de la Police grand-ducale, certes soumise à certaines obligations, mais aussi ceux du médecin et de la personne détenue qui est dans ce cas un patient.

Les médecins ne sont souvent pas informés de leurs moyens d'action. Faute d'informations à leur disposition, les médecins ne peuvent pas apprécier la situation et les risques potentiellement encourus.

Il ne faut en outre pas ignorer le fait que la présence d'office d'agents de Police crée une certaine appréhension, une situation de dangerosité artificielle et un sentiment d'insécurité.

Il est improbable qu'un médecin demande spontanément aux agents de Police de s'écarter de la salle de consultation si cette présence est considérée comme nécessaire par les agents de la Police. Dans la même logique, les médecins seront probablement peu disposés à signer une décharge. Rien n'empêche toutefois les agents de la Police à proposer un pareil formulaire systématiquement aux médecins consultés.

Afin de concilier les différents intérêts, il semble indispensable de modifier les lois qui semblent entrer en conflit.

Aussi longtemps que tel n'est pas le cas, le CELPL estime qu'au moins une différenciation dans la gestion de ces situations devrait être opérée en fonction de plusieurs critères :

- la dangerosité potentielle émanant du patient : croire que tous les détenus soient enclins à agresser le médecin qu'ils consultent pour soigner leurs problèmes de santé est une aberration.
- Les motifs de la consultation (à la demande du patient ou à la demande des autorités) : le comportement d'un détenu patient est susceptible de diverger sensiblement selon les différents cas de figure : une personne détenue se rendant à l'hôpital pour se faire soigner pour des problèmes de santé présente un risque moins important qu'une personne détenue emmenée à l'hôpital sur demande des autorités notamment pour détecter la présence de stupéfiants potentiellement dissimulés dans leurs corps ou encore pour des examens d'aptitude à la détention.
- La nature de l'examen ou de la consultation : la nature des examens réalisés par le médecin devrait également être prise en compte. Un examen intime, un examen nécessitant un dévêtement du patient, voire une consultation où des diagnostics plus délicats sont exposés au patient demandent une discrétion d'autant plus accrue des agents de la Police.

Le CELPL remercie la Police grand-ducale pour les suites réservées à sa recommandation en ce qui concerne les situations d'accouchement.

Recommandation n° 53

Organiser les rendez-vous médicaux des détenus pendant des créneaux horaires fixes.

L'UGAO tient à préciser que la DAP n'a pas encore été contactée mais que le sujet a bien été thématiqué avec les directions des centres pénitentiaires lors des dernières réunions de coordination. Un courrier officiel sera envoyé prochainement à la DAP afin de l'informer sur la problématique et les conséquences qui en découlent, à savoir le report forcé de la visite médicale, sachant que les réquisitions judiciaires sont traitées prioritairement par l'UGAO.

Malheureusement, la direction de l'UGAO déplore le manque de réactivité des partenaires visés par cette problématique sous prétexte qu'ils n'ont pas d'influence sur la planification des consultations médicales. La collaboration de chaque partenaire est nécessaire pour permettre à l'UGAO de garantir l'exécution de chacune de ses missions sans devoir passer par une priorisation. Si la position de certains partenaires reste inchangée, l'UGAO ne voit aucune autre solution possible que de devoir procéder à une priorisation en fonction des informations à sa disposition en cas de manque d'effectif constaté.

Un échange récent ayant eu lieu en octobre 2025 avec les homologues belges de la Direction de la sécurisation (DAB) de la Police fédérale de la Belgique a permis de prendre connaissance de la procédure qu'ils ont mis en place pour faire face à la même problématique : Les hôpitaux et la Direction de la sécurisation ont mis en place un calendrier Outlook partagé qui laisse apercevoir les créneaux encore disponibles pour les consultations visées. Ainsi il est possible de choisir des créneaux horaires plus opportunes pour le bon fonctionnement des transports. Suivant la DAB, cette procédure a effectivement réduit les annulations de rendez-vous du côté de la Police. Un « modèle » similaire pourrait être envisagé.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL partage l'analyse de la Police grand-ducale.

Tous les acteurs impliqués sont concernés par la problématique et doivent assurer leur part de responsabilité et se concerter pour trouver un mode de fonctionnement répondant aux mieux aux obligations posées par le respect du droit à la santé en ce qui concerne notamment l'accessibilité aux soins et l'équivalence des soins.

Le CELPL demande la Police grand-ducale à le tenir informé de l'évolution de ce dossier.

Recommandation n° 54

Investir du temps dans la préparation des agents extérieurs venant en renfort à l'UGAO et intervenant auprès de personnes détenues.

Le personnel de l'UGAO a été sensibilisé sur cet incident et veillera à la sensibilisation des agents de renfort. La description de l'incident était malheureusement trop vague pour en discerner l'origine exacte du problème. (Manque de communication, mauvaise exécution de la fouille, cadre de la fouille, notamment simple ou intégrale, ...).

Le personnel de l'UGAO a été sensibilisé sur cet incident et des rallonges de ceinture de sécurité ont été mises à disposition.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL avait abordé l'incident de manière plus détaillée lors de son entretien avec les représentants de l'UGAO qui disposent dès lors des détails de la situation, détails que le CELPL a estimé trop sensibles pour les développer davantage dans le rapport.

Le CELPL regrette que la Police grand-ducale n'ait pas demandé des renseignements complémentaires auprès du CELPL pour pouvoir prendre position par rapport aux reproches formulés. Le CELPL propose à la Direction de la Police grand-ducale de solliciter les agents de Police s'étant entretenus avec le CELPL pour être pleinement informée de la situation et se tient en outre à sa disposition pour lui fournir les éléments potentiellement manquants.

Le CELPL remercie la Police grand-ducale pour sa réactivité au sujet des ceintures de sécurité.

Recommandation n° 55

Mettre une fiche, remplie par le SMP, à disposition des agents de la Police, avec une case qui peut être cochée lorsque des précautions sanitaires particulières sont à prendre.

La direction de l'UGAO se réjouit de lire que le CELPL appuie le souhait de la Police à améliorer l'échange d'information, et attend une réaction de la part des partenaires des centres pénitenciers.

Commentaire du CELPL :

Cette observation n'appelle pas d'observations particulières de la part du CELPL.

Demande de prise de position quant à un manque de communication et de collaboration :

Une entrevue entre le CELPL et la direction de l'UGAO s'est tenue en juillet 2025, permettant un échange direct et constructif sur les thématiques abordées dans le présent rapport. Suite à la demande d'avoir une copie des prescriptions de service, la direction de la Police avait demandé au CELPL d'établir une liste des points restant à clarifier. Toutefois, le document transmis se limitait à une simple énumération d'intitulés issus d'une ancienne prescription de service interne relative au transport de détenus, sans développement ni formulation en question précises. Il est vrai que la direction de l'UGAO a omis de relancer la CELPL afin d'obtenir les précisions complémentaires nécessaires.

La direction de l'UGAO demeure néanmoins pleinement disposée à poursuivre ce travail conjoint et se tient ouverte à une nouvelle entrevue afin d'avancer de manière concertée.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL souhaite reproduire ici les détails des échanges entre le CELPL et la Police grand-ducale.

En date du 4 août, suite à l'entretien mené avec l'UGAO, le CELPL a formulé une demande à la Direction de la Police grand-ducale de lui fournir une version actualisée (abordée lors de l'entretien) de l'instruction de service « Transport und Zwangsaufenthalt von Gefangenen », document que le CELPL avait déjà demandé et obtenu dans le passé à plusieurs reprises.

En date du 19 août, la Police grand-ducale répond à la demande du CELPL que le document sollicité « fait partie des prescriptions de service de la Police grand-ducale » et que « les prescriptions de service sont exclusivement destinées à usage interne » et que pour ces raisons, la Direction de la Police grand-ducale n'était « pas en mesure de donner une suite favorable » à la demande du CELPL.

La réponse précisait alors que si le CELPL souhaitait connaître « des précisions liées au déroulement de certaines procédures dans le cadre du transport de et de la garde de certaines catégories de

détenus/condamnés ou obtenir des précisions sur un sujet » faisant l'objet d'une analyse du CELPL, ce dernier pourrait « établir un questionnaire auquel l'UGAO serait disposé à répondre ». Alternativement, la Direction de la Police grand-ducale a proposé que le CELPL présente ses questions et en discute de vive voix directement lors d'une entrevue avec la Direction de l'UGAO.

En date du 8 septembre, le CELPL a répondu à la Police grand-ducale, soulignant le fait que le document en question avait déjà été transmis au CELPL dans le passé et en expliquant qu'un entretien supplémentaire ne serait pas pertinent, parce que la demande d'obtention de l'instruction de service était la suite de l'entretien mené.

Le CELPL a en outre précisé avoir besoin des précisions sur les procédures suivantes, dont la compréhension serait essentielle dans le cadre de sa mission de contrôle sur la situation des femmes en prison :

- Transport ab der Dienststelle :
 - Vorsichtsmaßnahmen
 - Transport zum Gefängnis
 - Ausstellen eines Haftfähigkeitsattestes
 - Transport zum Untersuchungsrichter

- Transport ab dem Gefängnis :
 - Vorsichtsmaßnahmen
 - Maßnahmen während des Transports
 - Übergabe des Gefangenen
 - Vorführung im Gerichtsgebäude
 - Transport zur ärztlichen Untersuchung
 - Transport und Bewachung bei einer Hospitalisierung
 - Wiedereinlieferung in das Gefängnis
 - Requisition zwecks erneuter Vorladung
 - Verurteilung durch ein Strafgericht
 - Transport zwecks Auslieferung
 - Transport einer inhaftierten Person zum Untersuchungsrichter/Staatsanwalt zwecks Vernehmung oder Zustellung
 - Transport einer inhaftierten Person vom CPL zu einer Dienststelle (SPJ, SDPJ)
 - Transport in eine neuropsychiatrische Anstalt
 - Transport ab Givenich
 - Flucht eines an Givenich anvertrauten Gefangenen
 - Transport von Jugendlichen

N'ayant pas reçu de réponse à cette demande, le CELPL a envoyé un rappel en date du 30 septembre qui est également resté sans réponse.

L'affirmation suivant laquelle l'UGAO aurait « omis de relancer la CELPL afin d'obtenir les précisions complémentaires nécessaires » est dès lors sans objet, alors que le CELPL a relancé la Police grand-ducale qui n'a plus répondu à ses demandes.

Le CELPL souhaite faire un rappel des dispositions de sa loi organique du 11 avril 2010 qui se lisent comme suit :

« Art. 5. Le médiateur peut demander, par écrit ou oralement, au service visé par l'enquête, tous les renseignements qu'il juge nécessaires. Le service visé est obligé de remettre au médiateur dans les délais fixés par celui-ci tous les dossiers réclamés. Les membres du Gouvernement et toutes autres autorités publiques doivent faciliter la tâche du médiateur. Ils doivent autoriser tous les intervenants

placés sous leur autorité à répondre aux questions du médiateur. Le caractère secret ou confidentiel des pièces dont il demande la communication ne peut pas lui être opposé ».

Le CELPL déplore dès lors l'attitude et la réponse négative de la Police grand-ducale et maintient la demande de communication de l'instruction de service sollicitée, du moins en ce qui concerne les points évoqués dans le courriel du 8 septembre.

Le CELPL est disposé à s'entretenir de vive voix avec la Direction de la Police grand-ducale pour écarter cette problématique.

4. Prise de position du ministère de la Santé

Je tiens d'emblée à rappeler que les modalités de la prise en charge médicale au sein des centres pénitentiaires, qu'elle soit somatique ou psychiatrique, relève d'une convention conclue entre le ministère de la Justice et respectivement le CHL et le CHNP.

Cela étant précisé, je suis en mesure d'accepter, pour être fondées, les recommandations que vous avez formulées en relation avec les soins médicaux prodigués dans les lieux privatifs de liberté.

Je suis parfaitement consciente de la nécessité de faire avancer le plus rapidement possible le dossier de l'UPSJ. D'ailleurs, ensemble avec le ministère de la Justice, nous avons pris l'initiative de solliciter auprès de l'Administration des Bâtiments publics une étude de faisabilité en vue de pouvoir réaliser une structure provisoire de l'UPSJ dans l'enceinte du Centre pénitentiaire de Luxembourg.

En ce qui concerne plus particulièrement les problèmes de dépendance (point 58 et suivants du rapport), je donne à considérer que la prise en charge des femmes détenues est toujours coordonnée par un médecin-spécialiste en psychiatrie, tant pour des soins auprès du SPMP que de la « Suchthëllef ». Cette façon de procéder figure d'ailleurs dans les conventions précitées qui prévoient que chaque patient dispose d'un médecin-psychiatre de référence.

Pour ce qui est plus particulièrement de la demande de prise en charge par la « Suchthëllef », elle a été modifiée avec à présent, l'équipe de la « Suchthëllef » qui vient à la rencontre des femmes détenues après avoir fait le constat que certaines détenues n'ont pas toujours les capacités requises pour écrire un courrier dans le but d'étayer leur demande ou les capacités d'élaboration. Un travail est donc réalisé depuis quelques mois pour rendre à ces femmes l'accès aux soins plus facile.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie le ministère de la Santé pour sa prise de position. Il apprécie qu'il reconnaisse l'urgence de faire avancer le projet de l'UPSJ. Le CELPL souhaite être tenu informé de l'évolution de ce dossier.

Le CELPL remercie le ministère de la Santé d'avoir donné une suite favorable à sa recommandation concernant la présentation en personne des membres de la « Suchthëllef » pour augmenter sa visibilité et améliorer l'accès aux soins proposés.

Le CELPL regrette néanmoins que le ministère de la Santé n'ait pas pris position par rapport aux autres recommandations émises, concernant notamment le respect du libre choix du médecin en assurant la prise en compte et l'exécution des ordonnances établies par des médecins extérieurs, l'inscription de la prise en charge médicale des jeunes enfants dans la convention entre le ministère de la Justice et le CHL, l'adaptation de la convention entre le ministère de la Justice et le CHL pour refléter la pratique réelle en matière d'examen d'aptitude avant le placement en isolement, les démarches nécessaires pour assurer qu'une prise en charge stationnaire puisse être commencée dans les délais permettant

d'éviter tout temps d'attente entre la fin de peine, voire la date de l'élargissement (si elle est connue à l'avance) et le début de la prise en charge pour réduire au minimum le risque de rechute.

Il regrette en outre que ni le ministère de la Santé, ni le CHNP n'aient pris position quant à l'une des problématiques fondamentales constatées dans le rapport, à savoir la différence de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès aux soins psychiatriques au CPL.

5. Prise de position du CHL

Recommandation n° 24

Instaurer un échange régulier et formalisé entre le SMP et le SPMP pour se coordonner de manière générale, mais également plus spécifiquement en cas de recours au service d'échange de seringues.

1. Un outil essentiel de santé publique

Le programme d'échange de seringues s'inscrit dans la stratégie internationale de réduction des risques. Il permet aux personnes détenues ayant recours à l'injection de disposer de matériel propre, réduisant nettement les risques de transmission du VIH, de l'hépatite C et des infections associées au matériel non stérile. Son efficacité est démontrée depuis des années.

2. La confidentialité, condition indispensable

Le programme repose entièrement sur la confiance accordée au service médical SMP du CHL. La transmission d'informations nominatives - sur la participation au programme ou l'usage de substances injectées - au SPMP sans consentement serait non seulement une rupture immédiate de cette confiance, mais également contradictoire avec l'objectif même du programme, en ôtant tout sens à son action. Cela entraînerait une diminution de l'utilisation du programme et une augmentation des pratiques clandestines à haut risque.

Il convient également de souligner que les détenus craignent que ces informations soient utilisées par le service psychiatrique pour prendre des décisions perçues comme défavorables à leur égard, telles que des sanctions, des modifications de traitement ou des évaluations négatives de leur suivi médical. Cette crainte, qu'elle soit fondée ou non, suffirait à dissuader les détenus de solliciter du matériel propre, mettant ainsi gravement leur santé en danger.

La confidentialité n'est pas seulement une exigence déontologique : elle constitue un pilier de la santé publique en milieu carcéral.

Chaque détenu reçoit des informations claires sur les risques d'overdose, notamment en cas de combinaison OST-substances injectables, ainsi que sur les mesures de précaution nécessaires. Le programme vise uniquement à garantir des conditions d'usage plus sûres, non à surveiller la consommation.

Contrairement à ce qui semble avoir été suggéré, des réunions régulières ont lieu deux fois par jour, lors des transmissions matinales et du soir entre les équipes du SMP, avec la présence systématique d'une infirmière du SMPP.

En ce qui concerne la coordination médicale, les échanges se font de manière quasi quotidienne, les bureaux du SMP et du SMPP étant situés sur le même étage, ce qui facilite les contacts directs et les interventions conjointes.

Par ailleurs, en cas d'urgence, les équipes disposent des numéros de portable de leurs confrères, assurant ainsi une réponse rapide et continue.

Ainsi, la coordination entre les deux services est déjà effective, tant dans les échanges quotidiens que pour les situations exceptionnelles.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie le CHL pour ses observations. Il souhaite tout d'abord souligner qu'il soutient la mise en place du programme d'échange de seringues qu'il a, à plusieurs reprises, qualifié d'exemple de bonne pratique.

Le CELPL n'est pas insensible aux arguments avancés.

Il estime néanmoins que des solutions répondant aux intérêts de tous les impliqués pourraient être recherchées.

Tous les intéressés poursuivent en effet le même objectif : réduire les risques de transmission de maladies infectieuses et protéger la santé des détenus. Il ne s'agit en effet pas de contrôler la consommation et encore moins de sanctionner une consommation de substances illicites.

La protection de la santé inclut également la protection du droit à la vie et le CELPL est convaincu que des arrangements pourraient être trouvés pour réduire non seulement le risque de transmission de maladies infectieuses, mais également réduire le risque d'overdose.

Tout d'abord, le consentement du patient pourrait être demandé pour continuer l'information au SPMP. Ensuite, un travail de communication pourrait être entamé pour souligner que le SPMP est également un partenaire de confiance et qu'un échange transparent avec son médecin traitant est dans l'intérêt du patient.

Les informations fournies en ce qui concerne la coordination des deux services médicaux divergent fondamentalement de celles obtenues lors des visites sur place. Le CELPL n'est malheureusement pas en mesure de se prononcer sur la situation réelle. Il souligne l'importance d'un échange régulier entre personnel soignant et entre médecins et se réjouit si de pareils échanges ont lieu.

Recommandation n° 25

Garantir le respect du libre choix du médecin en assurant la prise en compte et l'exécution des ordonnances établies par des médecins extérieurs.

Objet : Importance de la contresignature des ordonnances externes pour la sécurité et la responsabilité médicale

Contexte : Dans le cadre de l'affaire P., il existe des échanges documentés entre M. Romain Nati, ancien directeur du CHL, et l'Ombudsman, Madame Claudia Monti, concernant la contresignature des ordonnances établies par des médecins externes.

- L'Ombudsman, Madame Monti, s'est montrée défavorable à la contresignature, considérant que cela pouvait limiter le libre choix du médecin ou alourdir les procédures.
- En revanche, M. Romain Nati insistait sur l'importance de la contresignature, soulignant que c'était essentiel pour la sécurité des patients et la responsabilité du médecin présent, surtout en milieu carcéral où le médecin externe n'est pas toujours joignable.

De plus, je suis également favorable à la contresignature, pour les mêmes raisons de sécurité, de suivi et de responsabilité médicale.

En raison de la pandémie, les réunions de suivi ont été interrompues, et aucune décision formelle ne semble avoir été reprise par la suite.

Raisons principales en faveur de la contresignature

1. Sécurité du patient

- Les médecins externes n'ont pas toujours une vue complète sur le patient (antécédents médicaux, traitements en cours, état psychiatrique, etc.).
- La contresignature permet de vérifier la pertinence et la sécurité du traitement, et de prévenir tout risque d'interaction ou de complication.

2. Responsabilité médicale

- Le médecin présent sur le site est légalement et éthiquement responsable des soins prodigués.

La contresignature clarifie la responsabilité en cas de complications, surtout lorsque le médecin externe n'est pas joignable.

3. Suivi et cohérence des traitements

- Pour les programmes spécifiques (ex. cannabis médical), la contresignature garantit que le traitement respecte les consignes et protocoles institutionnels.
- Elle assure un suivi cohérent et documenté, réduisant les risques liés à l'adhérence au traitement.

Conclusion :

Malgré la position défavorable de l'Ombudsman, la contresignature demeure une mesure prudente et essentielle pour la sécurité des patients et la protection du médecin responsable, conformément aux recommandations de M. Romain Nati, ancien directeur du CHL, et à ma propre position en tant que médecin chef de service au Centre Pénitentiaire de Luxembourg. Elle doit être systématiquement appliquée et documentée dans la pratique quotidienne.

Le CHL respecte le principe de l'équivalence des soins et l'article 3(2) al. 2 de la convention signée avec le Ministère de la Justice. Nous nous permettons de joindre en annexe les échanges mentionnés ci-dessus.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL souligne que sa recommandation n'a aucun lien avec le dossier mentionné et qu'elle ne vise pas la mise à disposition de cannabis médical, mais bien le respect des ordonnances médicales établies par des médecins externes de manière générale, même s'il s'agit d'une situation rare.

L'Ombudsman s'est prononcé contre la contresignature, parce qu'il estime que le CHL ne devrait pas systématiquement pouvoir accepter ou refuser un traitement médical ordonné par un autre médecin. Ceci pourrait réduire à néant le droit des détenus au libre choix du médecin (à leurs frais).

L'Ombudsman ne s'oppose pourtant pas à ce que le CHL ait le droit de vérifier des incompatibilités des médicaments prescrits avec les traitements déjà en place. En cas d'incompatibilité constatée, ceci devrait être expliqué au détenu qui pourrait continuer cette information au médecin externe ayant établi l'ordonnance.

Recommandation n° 25

Inscrire explicitement la prise en charge médicale des jeunes enfants dans la convention entre le ministère de la Justice et le CHL.

Il est expressément prévu que le Service de Médecine Pénitentiaire (SMP) du Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) assure la prise en charge médicale des nourrissons et enfants en bas âge séjournant au Centre pénitentiaire. Cette prise en charge comprend notamment le suivi pédiatrique courant, l'intervention immédiate en cas de besoin ainsi que la coordination avec les professionnels de santé

compétents. Cette mission est à intégrer à la convention conclue entre le ministère de la Justice et le CHL, afin de garantir la continuité et la sécurité des soins dispensés aux mineurs concernés. ». Le CHL fera la demande au Comité de gouvernance de la convention signée avec le Ministère.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie le CHL pour la suite donnée à sa recommandation.

Recommandation n° 32

Ne partager que les informations strictement nécessaires à l'exécution des différentes tâches afin de garantir au mieux la protection des données et le secret médical.

Transmission et archivage des dossiers médicaux lors des transferts CPL -> CPG

Lors du transfert des retenus du CPL au CPG, le dossier médical a été transmis de manière à ce qu'il devienne rapidement disponible après l'arrivée du retenu.

Le CELPL souligne l'intérêt de cette rapidité tout en rappelant la nécessité de protéger les données personnelles.

L'accès aux dossiers reste strictement limité aux personnes ayant un lien thérapeutique avec le patient ou aux secrétaires du CMP.

Cette organisation permet de concilier rapidité de consultation et protection des données sensibles, conformément aux principes de confidentialité et de sécurité des données médicales.

Le CHL a fait un rapport aux intervenants du SMP que les éléments du dossier patient doivent être intégrés dans le dossier patient informatisé du CHL. Les e-mails y relatifs sont archivés dans un endroit sécurisé.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie le CHL pour ces précisions. Il apprécie le fait que l'accès aux informations soit strictement limité et que les e-mails soient archivés dans un endroit sécurisé, ce qui augmente la protection des données sensibles.

Recommandation n° 53

Organiser les rendez-vous médicaux des détenus pendant des créneaux horaires fixes.

A l'attention de l'Unité de garde et d'appui opérationnel (UGAO)

Objet : "Transports et accès aux soins des détenus"

Nous souhaitons attirer votre attention sur l'organisation des transports des détenus vers les consultations médicales, ainsi que sur les conséquences potentielles des créneaux horaires actuellement proposés.

Depuis 2018, les transports des détenus du CPL vers l'extérieur (tribunaux ou consultations médicales) sont assurés exclusivement par l'UGAO. Nous comprenons les contraintes logistiques et sécuritaires qui accompagnent cette mission. Cependant, l'accès aux soins pour les détenus est un droit humain fondamental, et non un simple facteur logistique. Chaque détenu a droit à un accès médical en temps utile, même en prison. Une limitation stricte des rendez-vous à seulement deux créneaux horaires risque de restreindre ce droit et d'entraîner des risques médicaux concrets, notamment pour les cas urgents ou les maladies chroniques. Les rendez-vous médicaux sont souvent fixes par les hôpitaux ou

les services spécialisés, et le personnel médical n'est pas toujours disponible aux créneaux proposés. Imposer une structure horaire rigide pourrait donc aggraver les difficultés d'organisation et créer des lacunes dans la couverture des soins. Nous insistons sur le fait que, bien que la sécurité et la logistique soient importantes, elles ne doivent jamais primer sur le droit à la santé. La nécessité médicale doit rester prioritaire, et tout aménagement des transports doit garantir un accès flexible et effectif aux soins pour tous les détenus. En conclusion, nous ne comprenons pas comment le contrôleur externe des lieux privatifs peut rejoindre la décision de la Police d'organiser les rendez-vous médicaux des détenus uniquement dans des créneaux fixes, comme le souhaite l'UGAO. Une telle organisation risque de limiter l'accès aux soins et d'engendrer des risques médicaux pour les détenus, ce qui est contraire au principe fondamental d'équivalence d'accès aux soins. Nous vous remercions de prendre en considération ces éléments et restons à disposition pour toute concertation visant à concilier sécurité, logistique et respect des droits fondamentaux des personnes détenues.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL partage l'avis du CHL que l'accès aux soins pour les détenus est un droit humain fondamental. Malheureusement, dans le contexte carcéral, il s'agit toutefois également d'un facteur logistique. Il ne s'agit pas de faire primer la sécurité et la logistique sur le droit à la santé, mais de respecter les contraintes de tous les acteurs.

Si le CELPL a émis cette recommandation, c'est dans l'objectif d'améliorer l'accès aux soins des détenus, parce qu'il arrive encore que des consultations médicales doivent être annulées pour des raisons organisationnelles, ce qu'il convient d'éviter.

Une restriction des plages horaires pendant lesquelles les consultations externes pourraient être fixées ou la mise en place d'une plateforme accessible aux concernés pour coordonner la prise de rendez-vous seraient donc susceptibles d'augmenter l'accessibilité réelle aux soins.

Le contexte carcéral comporte malheureusement des contraintes et demande certaines précautions particulières qu'il convient de ne pas ignorer. Pour que l'accès aux soins soit garanti au mieux, tous les acteurs doivent prendre en compte ces contraintes et faire sa contribution pour réduire les effets de ces circonstances particulières sur la prise en charge médicale des détenus au strict minimum. Le CELPL insiste que toute consultation médicale annulée ou reportée pour des raisons logistiques est une consultation de trop.

Recommandation n° 55

Mettre une fiche, remplie par le SMP, à disposition des agents de la Police, avec une case qui peut être cochée lorsque des précautions sanitaires particulières sont à prendre.

Dans la pratique, les précautions sanitaires particulières ne s'appliquent réellement qu'en cas de tuberculose ouverte (TBC ouverte) confirmée ou suspectée. Dans ce cas, une ambulance spéciale, et non un véhicule conventionnel, est sollicitée, et le port d'un masque FFP2 ainsi que d'autres mesures de protection est nécessaire.

Pour le transport interne au CPL, le port du masque est requis pour les infirmiers et les gardiens, et la Police est informée directement par notre service.

En dehors de ce cas de figure (VIH, hépatites, autres maladies), aucune désinfection particulière du véhicule de police n'est nécessaire, et les procédures habituelles suffisent.

Il résulte du point 15 des « consignes communes entre les hôpitaux partenaires CHL, HRS et CHEM, l'Administration pénitentiaire et la Police grand-ducale, Soins aux personnes privées de liberté » signée entre parties en 2022 que la fiche de transfert individuelle spécifie « les précautions sanitaires à prendre ».

La fiche avec la case à cocher pour le transport est donc bel et bien existante car le CHL va vérifier son utilisation systématique.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie le CHL pour ces précisions et pour le fait de veiller à l'utilisation systématique du recours à la fiche mentionnée.